

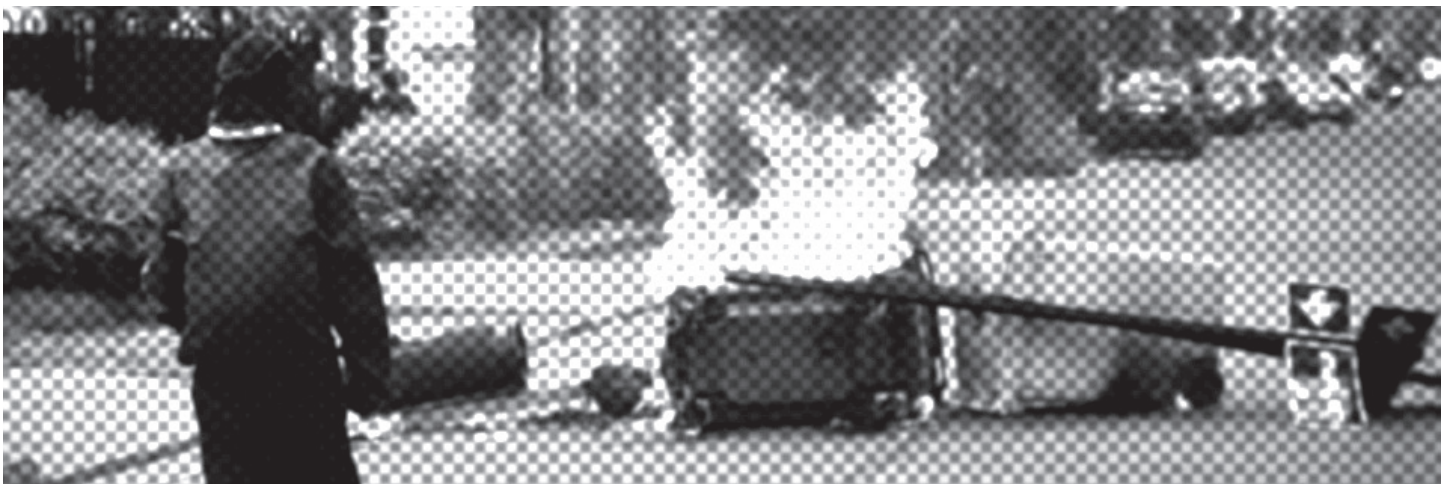


Novembre 2014

numéro 3

AVANTAGE

Correspondance anarchiste



Uruguay

Anarquía

<http://periodicoanarquia.wordpress.com>

Chili

El Amanecer (Chillan)

<http://periodicoelamanecer.wordpress.com>

El Surco (Santiago)

<http://periodicoelsurco.wordpress.com>

El Sembrador (Cauquenes)

<http://periodicoelsembrador.wordpress.com>

El Sol Ácrata (Antofagasta)

<http://periodicoelsolacrata.wordpress.com>

Sin Banderas Ni Fronteras (Santiago)

sinbanderas.nifronteras@yahoo.com

Kiebre (Concepcion - Talcahuano)

<http://revistakiebre.wordpress.com>

Argentine

Exquisita Rebeldía (Buenos Aires)

exquisitarebeldia@riseup.net

Abrazando el Caos

publicacion-abrazandoelcaos@riseup.net

Mexique

Negación

contacto-negacion@riseup.net

Italie

Finimondo

<http://www.finimondo.org>

Tairsia (Salento)

tairsia@gmail.com

Espagne

Infierno

revista_infierno@yahoo.com

Aversión

aversion@riseup.net

Belgique

Hors Service (Bruxelles)

<http://journalhorservice.blogspot.be>

Salto

<http://salto.noblogs.org>

Pays-Bas

Kaduuk (Amsterdam)

kaduuk@riseup.net

Suède

Upprorsbladet (Stockholm)

upprorsbladet@riseup.net

Suisse

Aufruhr (Zürich)

<http://aufruhr.noblogs.org>

Dissonanz (Zürich)

dissonanz-a@riseup.net

Allemagne

Wut im Bauch (Hamburg)

wutimbauch@riseup.net

Fernweh (München)

<http://fernweh.noblogs.org>

France

Lucioles (Paris)

<http://luciolesdanslanuit.blogspot.fr>

Subversions

subversions@riseup.net

Royaume-Uni

From Here On In (Bristol)

<http://fromhereonin2012.wordpress.com>

Canada

Sabotage Media

<http://sabotagemedia.anarkhia.org>

Etats-Unis

Storming Heaven (Seattle)

<http://stormingheaven.noblogs.org>

PugetSoundAnarchists (Pacific Northwest)

<http://www.pugetsoundanarchists.org/>

Sites web

Contrainfo

<http://contrainfo.espiv.net>

Act for freedom now

<http://actforfree.nostate.net>

Tabula Rasa

<http://www.atabularasa.org>

Voz como arma

<http://vozcomoarma.noblogs.org>

Brèves du désordre

<http://cettesemaine.free.fr/spip>

Non Fides

<http://www.non-fides.fr>

Presque feutrés, les puissances occidentales sont parties en guerre en Syrie et en Iraq (et pour ce dernier, l'effort de guerre change une fois de plus de nature). L'opposition démocratique n'y a dédié à peine une manifestation stérile. L'aise avec laquelle ils déclarent la guerre nous fait tendre vers la conclusion que les pouvoirs occidentaux sont depuis un moment en guerre permanente.

Face à l'ennemi intérieur, l'arsenal de la machinerie répressive s'agrandit toujours plus. D'harcèlements « administratifs » cherchant à paralyser une dynamique de lutte au spectacle médiatique de la « menace terroriste » qui signifie concrètement des années de prison pour des compagnons. Et si lors de l'exercice de leurs tâches répressives, les serviteurs de l'ordre détruisent des vies, ce sont des « dégâts collatéraux » volontaires ou involontaires. Les efforts répressifs ne sont certainement pas « réservés » aux seuls anarchistes. La légitimation de la démocratie s'exprime toujours plus dans la mesure où cette démocratie sait imposer ses règles et ses lois. La diversification de l'arsenal répressif en constitue un côté. A part de cela, tout le monde qui ne se plie pas aux règles du pouvoir devient dans le discours épris d'ordre un ennemi des valeurs démocratiques et des citoyens obéissants. La démocratie s'érige en protecteur des braves citoyens contre l'ennemi qui perturbe l'ordre. Et perturbateurs de l'ordre, les anarchistes le sont sans aucun doute, mais ce n'est pas pour autant que le rôle d'ennemi que la démocratie a créé nous va bien. Ce serait en effet une erreur de mener la lutte selon les règles de la démocratie, qui ne font que préparer le terrain de lutte à la répression ou à la récupération.

Face à l'ennemi extérieur (avec maintenant l'Etat Islamique comme représentation du Mal absolu) un massacre militaire devient une intervention démocratique. Le génocide du régime d'Assad contre la révolution sur le territoire syrien, ayant déjà coûté la vie à 200 000 personnes, ne valait pas de réaction militaire de l'Occident. Les puissances démocratiques servent leurs propres intérêts et ceux-ci se résument avant tout – comme tout pouvoir – à se rendre incontournables. La révolution en

Syrie ne rentre pas dans cet agenda démocratie. Jusqu'à aujourd'hui, il paraît. Il est tentant de choisir son camp dans une guerre. Mais la recherche d'alliances avec des forces « plus libertaires » nous mène vers des lignes de front qui ne sont pas les nôtres. La révolution qui a commencé déjà en 2011 à l'intérieur des frontières syriennes et qui revendiquait la dignité et la liberté, ne se laisse pas fixer en territoires conquis/libérés, brigades militaires, coalitions politiques ou communautés ethniques et religieuses. Le combat contre les anciens et les nouveaux puissants en Syrie n'est pas le monopole d'un seul groupe ou ligne de front. La solidarité des anarchistes va envers tout le monde qui n'a pas de base de pouvoir ou de territoire à défendre ou à conquérir, mais qui ne lutte que pour son propre émancipation et celle de ses compagnons de route.

Auparavant une guerre reposait sur une mobilisation de guerre et aussi sur une industrie de guerre, elle exigeait un effort autre qu'en temps de paix. Mais aujourd'hui, l'industrie de guerre tourne de façon permanente, orientée sur le commerce international – pour approvisionner des conflits partout dans le monde – et la répression intérieure. Assez paradoxalement, cela la rend présente de façon permanente, mais en même temps aussi moins visible. L'action antimilitariste ne manque pas de cibles, mais la somme des cibles ne fait pas encore une perspective. Que pourrait signifier une solidarité anarchiste ici avec les insurrections et les révolutions ailleurs (et plus spécifiquement, quand elles se heurtent à une coalition internationale de la répression) ? Est-ce que nous voulons répliquer aux déclarations de guerre de la part de la démocratie (sans accepter ses règles de jeu) ? Comment pouvons-nous affronter la grandissante répression spécifiquement anti-anarchiste, en évitant de se retrouver dans l'impasse d'une position défensive ?

Ce sont des questions qui ne sont loin d'être nouvelles ou originelles ; elles ne peuvent trouver des réponses possibles que dans une dynamique entre actes et idées. Peut-être ce projet peut donner une contribution à ces tentatives.



PAS D'ILLUSION, PAS DE PALAIS DE JUSTICE, PAS DE COMPROMIS

RÉFLEXIONS SUR UNE LUTTE SPÉCIFIQUE À MUNICH

Octobre 2014 - Allemagne

Munich est la ville la plus densément peuplée d'Allemagne et elle devient toujours jour plus étroite: la ville croît de presque 100 personnes par jour et vu que ses limites sont fixes, c'est sur le terrain de l'agglomération existante que se concentrent la vie et l'habitat de plus en plus de gens. Cette croissance énorme est pour l'Etat et pour le capital une possibilité d'accélérer et de mener des processus de modifications urbaines. Cela entraîne essentiellement deux conséquences : les gens qui viennent en masse habiter à Munich sont en premier lieu attirés par marché du travail attractif du moteur économique industriel bavarois ou par les « universités d'élite » locales et doivent en plus être assez riches pour s'imposer sur le marché du logement incroyablement cher et qui ne cesse d'augmenter. Ce que ce processus de gentrification et d'embourgeoisement signifie pour les couches plus pauvres de la population est évident : la relégation à la périphérie de la ville ou dans les nouveaux quartiers entièrement bétonnés (dans ce que le langage populaire appelle des « boîtes de chaussures » à cause de leur uniformité et de leur monotonie esthétique) ou finalement la prise de conscience qu'on ne trouvera plus de place à Munich. D'un autre côté, la croissance urbaine la plus rapide par rapport à d'autres villes en Allemagne entraîne un réaménagement équivalent de toute

l'infrastructure urbaine. Vu que la densité des habitants augmente, les capacités d'accueil, de transport, d'enregistrement et surtout de contrôle de la ville doivent aussi s'accroître. Du point de vue de la ville, la croissance est toujours positive, car le développement et le progrès de l'espace urbain peuvent en être encore accélérés. Ce progrès suit toujours la logique du contrôle, puisque les exigences posées vont toujours dans le sens d'une sécurité maximale (des puissants) et du maximum de profits. Ainsi chaque projet de développement urbain est aussi une tentative d'étendre ce contrôle. Les conséquences concrètes de ce progrès sont non seulement l'image toujours plus présente de grands chantiers partout en ville, mais aussi l'agrandissement du réseau du transports de proximité (deuxième ligne de RER), de longue distance (troisième piste d'atterrissage), routier (tunnel d'autoroute), ainsi que de la structure administrative (avec par exemple la construction du plus grand bureau des finances d'Europe), ou encore des plans futuristes comme l'empilement éventuel du centre ville sur 25 à 60 mètres de hauteur, qui rompent de plus en plus avec l'image traditionnelle de Munich comme « village de millions d'habitants » sans gratte-ciels.

L'autre visage de la ville...

Mais comme le fossé entre gagnants et perdants se creuse constamment, aussi dans la ville riche de Munich, des phénomènes comme la hausse de la criminalité, le taux de cambriolages qui monte en flèche, davantage de sans abri et de pauvreté, de mendiants et de réfugiés, le chômage croissant et des conditions de travail de plus en plus précaires etc. se posent comme autant de problèmes qui pourraient bien devenir des boulets pour le progrès prospère et un risque pour la réputation de la ville, la plus riche, et la soi-disant métropole la plus sûre d'Allemagne. L'Etat répond donc à la marginalité, qui s'étend et se développe à l'ombre de la croissance, par un agrandissement à grande échelle de la structure répressive : plus d'arrestations, plus de police, plus de vidéo-surveillance, plus de contrôleurs dans les transports, plus de centres de rétention, l'interdiction de certaines zones à la mendicité, des campagnes pour plus d'appels, d'aide et de confiance envers la police, plus de centres pour mineurs et d'établissements psychiatrique, plus d'expulsions et d'internements et pour finir, le plus grand projet prévu en Bavière : la construction d'un nouveau palais de justice.

L'armement de la domination

Le projet de la construction gigantesque du nouveau palais de Justice, programmé pour commencer en 2015 sur 38.000m² dans le quartier d'habitation de Neuhausen, est destiné à abriter tous les tribunaux et ministères publics (procureurs) et d'ici 2019 devrait employer 1300 fonctionnaires de justice et leurs collaborateurs. La conception du bâtiment a été attribuée par un concours d'architecte, auquel ont pris part 15 candidats de différents pays Le projet définitif émanant du bureau d'architecte de Munich « Frick Krüger Nusser Plan2 », se caractérise par son « entrée claire et accueillante », par l'« approvisionnement simple et fonctionnel des prisonniers » et « une évaluation technique positive de la sûreté ». « Urbain, compact et vert » - voilà comment doit apparaître ce mastodonte de sept étages, dont l'architecture fonctionnelle laisse un tiers de l'espace inoccupé, mais qui est censé être complété par d'autres bâtiments judiciaires encore. Les mêmes architectes ont déjà pu faire preuve de leur connaissance et de leur aptitude à concevoir des institutions carcérales et pénales sous un emballage moderne et inoffensif avec la planification de douze prisons supplémentaires en Allemagne, entre autres la taule pour femmes et jeunes de Munich, ainsi qu'avec la création du nouveau palais de justice de Lyon et d'une prison « homologuée Union Européenne » à Sarajevo. Dans le même temps, le plan d'armement de la justice bavaroise inclut la construction déjà en cours d'une salle de tribunal de haute sécurité pour les affaires de sûreté d'Etat, de criminalité organisée et de terrorisme dans la maxi-prison de Munich, Stadelheim (comptant de 1379 à 2100 places maximum, en cas d'urgence). Cette salle hautement sécurisée doit éviter les dangereux et coûteux transports de prisonniers à travers la ville et disposera aussi des premières cages en verre pour les accusés.

Dans la gueule du loup

Dans le contexte de Munich, la construction du nouveau palais de justice, s'inscrit dans un environnement de répression omniprésente et généralement palpable. Le trio police, tribunaux prisons s'efforce vraiment d'être le plus dur possible et de maintenir la « ligne-munichoise » de zéro-tolérance dans la capitale du crime de Bavière. Ainsi, les moindres indices de criminalité sont sévèrement punis selon le principe de « qui ne veut pas entendre, doit sentir », car ils pourraient être le terreau fertile pour d'autres crimes. Tout le monde en fait l'expérience et il est donc grossièrement banal de souligner la dureté des poursuites judiciaires bavaroises par rapport à d'autres endroits. Mais ce qui rend cette domination incontestée et cette pénalisation sans freins durablement effectives, c'est le degré de pacification sociale, c'est à dire la mesure dans laquelle la population tolère tout cela, l'accroissement de l'asphyxiante apathie chez les exploités cernés par le spectacle, et l'intériorisation d'une culture de contrôle, de surveillance et de dénonciation auto-imposée. Cette guerre, l'extension du contrôle à chaque facette de notre vie, a plus de succès encore, quand celles et ceux contre qui elle s'exerce, ne se rendent pas compte qu'elle est menée.

Un appareil de répression n'a donc pas seulement besoin d'une instance dominante, mais aussi d'une masse de subordonnés, qui accomplissent leur rôle social, sont prêts à se laisser implanter un keuf dans la tête et qui par là même rendent possible une répression généralisée. L'alliance entre l'Etat et la population endurente et disciplinée, constitue le terrain fertile pour un scénario dans lequel la non-conformité avec les règles établies saute aux yeux et se voit immédiatement balayée, où des fissures qui apparaissent dans les murailles de la pacification sociale sont aussitôt recouvertes par le kit d'intégration et de récupération sous couvert de pseudo compréhension et de prétendue serviabilité et où les ruptures avec la domination sont rendues invisibles avec succès et isolées dans leur contexte social. Tout cela aboutit en fin de compte à la propagation d'une peur profondément enracinée de sortir du rang.

Dans le sens de ce croquis, la construction du palais de justice, qui coûte de 234 millions d'euros, signifie un pas supplémentaire dans l'assise de la domination qui doit perfectionner, centraliser, redresser et sécuriser l'appareil judiciaire par rapport à des dangers extérieurs. La concentration de tous les tribunaux et ministères publics dans un seul bâtiment permet de garantir un fonctionnement plus rapide, optimisé et sécurisé. Les avantages sont évidents : des trajets plus courts voire inexistants entre les différentes administrations, moins de surfaces, d'entrées et de sorties à surveiller etc. À long terme, cela implique le déroulement plus rapide des procès et la capacité de pouvoir condamner plus rapidement davantage de personne. En outre, ce projet permet de voir et de saisir divers processus urbanistiques qui concrétisent la transformation de cette ville en salle de tribunal de haute sécurité, dans laquelle nous sommes continuel-

lement sous surveillance, en jugement et en danger de finir derrière les barreaux.

Des signes de troubles

Mais depuis que la construction du palais de justice a été annoncée, une agitation croissante se manifeste contre ce projet. Depuis plus d'un an, avec des milliers d'affiches et d'autocollants, au travers de tracts et de journaux de rue, de banderoles et de slogans tagués, ainsi que beaucoup d'autres formes d'expression, l'idée est articulée que nous devons répondre à ce projet de la domination par une lutte qui vise à l'empêcher. D'après les médias, cette agitation appelant à saboter l'appareil judiciaire, à attaquer directement et à empêcher la construction, a eu pour conséquence jusqu'à présent 220 délits. Ainsi les journalistes rapportent à leur manière des attaques à la peinture, des vitres brisées et des voitures qui brûlent. A l'Etat il revient de sensibiliser les bureaux de construction et de planification sur ces dangers subversifs, de protéger spécifiquement certains bâtiments et certaines personnes, de procéder à des perquisitions pour le simple fait d'avoir sur soi des autocollants particuliers. D'ores et déjà, ils ont annoncé, que le futur chantier serait le plus sûr de la ville.

Cette propagation, que l'Etat observe attentivement, de signes d'agitation diffus, de communication directe d'hostilité dans la rue a travers des mots ou des actes, tente de prendre ce projet spécifique de la justice comme une occasion, d'une part pour démontrer que nous sommes *tous* concernés, puisque le regard punitif des juges nous a « tous à l'œil », et d'autre part de stimuler des discussions, capables de formuler, concrétiser et mettre en pratique une critique acérée de l'optimisation et de l'extension des structures de contrôle étatique, les. Cela ne peut que se produire que lorsque la réalité est comprise comme la fabrication artificielle qu'elle est : loin d'être inévitable et dépendant des mécaniciens de précision, des managers et des constructeurs responsables de sa pérennité et de son développement. La perspective d'empêcher un projet fait ainsi apparaître clairement que la routine quotidienne peut être attaquée, ainsi que la possibilité permanente, de faire vaciller le fonctionnement de cette fabrication construite.

À l'attaque !

L'attaque doit donc être la caractéristique fondamentale d'une lutte qui veut rendre possibles des moments insurrectionnels. L'attaque, parce qu'empêcher le palais de justice ne relève pas de la gestion municipale, mais est dans nos propres mains. L'attaque, parce qu'il est toujours possible et facile, d'armer la volonté propre du courage et des capacités nécessaires, et de faire correspondre théorie et pratique. L'attaque, parce qu'ainsi les vagues d'un conflit dépassent notre propre horizon et deviennent visibles et généralisables dans un contexte social. Si ce conflit ne prend pas les chemins de la politique – les chemins de la délégation et de la représentation, des compromis et des négociations, de l'efficacité

et des chiffres - mais cherche à bousculer des dynamiques sociales, alors il faut choisir des moyens directs, immédiats et autodéterminés de conflit et de communication. La révolte étant par essence diverse et créative, nos idées, propositions et suggestions ne peuvent jamais adopter un cadre fixe et rigide. L'idée d'une auto-organisation indépendante, flexible et temporelle peut prendre pour nous la forme et la notion de groupe affinitaire, pour d'autre ce sera peut-être un groupe de graffeurs, une bande de rue ou une association de voisins. Ce qui fait le lien, ce n'est pas l'idée d'un changement progressif, mais une attitude commune envers la réalité, qui se nourrit d'une hostilité commune : Dans ces temps de crise et de répression exponentielles, il est clair depuis longtemps que la seule place qu'on nous réserve est d'enlever la merde des autres. Si nous ne sommes pas prêts à accepter cette humiliation, nous serons mis dans une des nombreuses cellules de la ville. Pas d'espoir, pas d'illusion, pas de contre utopie, pas de représentation d'une autre gestion, mais la volonté de négation pure est la force motrice pour la lutte. Et cette lutte, dans sa forme la plus naturelle, ressemble au fait de bouger à travers la ville et de la *niquer*, d'interrompre la régulation des flux d'humains et de marchandises et, comme une balle rebondissant entre exclusion et expulsion, de redonner du sens à l'idée de vandalisme, car il n'est possible de s'approprier la ville que par la destruction. Lorsque ce désir de destruction prend forme, la bombe de peinture, le pavé, la pince-monseigneur, le briquet, le pied-de-biche sont des outils interchangeables dans les mains de la horde ameutée. Anarchistes nous ne devons pas nous nous complaire dans l'arrogante illusion que nos moyens et nos chemins seraient plus élevés. Nous devons au contraire pousser et inciter à la pollinisation de différentes initiatives, en faisant en sorte que la négation dans ses expressions les plus diverses n'ait de cesse, sans peur du contact, d'égratigner encore et encore la figure grotesque et laide de la ville, en se rendant ainsi présente et accessible. Cette tentative doit aller de pair avec une estimation de l'intensité d'un conflit social sur le terrain social et l'évaluation, par le débroussaillage et l'expérience subjective de la réalité donnée, de nos propres moyens et chemins. La fin de la pacification sociale se caractérise souvent par la fin des illusions envers l'existant. Des conflits sociaux s'articulent souvent de manière irrationnelle, pas par des statistiques ou des médias, et la plupart du temps la communication est fructueuse là où les gens y sont ouverts, où des relations sociales existent et sont encore vécues dans la rue.

Expérimentations incertaines

La focalisation sur une structure particulière de la domination et ceux qui y collaborent, permet non seulement de concentrer des attaques, mais la concrétisation locale de l'extension du contrôle sous la forme de la construction d'un bâtiment peut devenir un laboratoire d'essai pour expérimenter si, où et comment dans une lutte spécifique d'une minorité anarchiste une diffusion et

une multiplication d'initiatives offensives peut être stimulée ou organisée. Cette tentative pose une multitude de questions, auxquelles il n'y a pas de réponse facile : la construction d'un seul bâtiment peut-elle devenir un sujet pour une ville de millions d'habitants, par lequel les relégués aux zones périphérique se sentent aussi directement concernés ? Comment pouvons-nous ouvrir des espaces et des occasions de communication, ou nous approprier ces espaces sans disparaître de la rue dans une niche ? Comment pouvons-nous faire face au danger permanent de répression par la police, comme par nombre de citoyens - sans le dissimuler – tout en articulant ouvertement nos idées, nos suggestions et

nos hostilités ? Est-il vraiment possible et nécessaire de déciller les yeux des gens de leurs propres illusions et de les tirer hors des marais de la passivité ? Quelles idées avons-nous d'une organisation informelle d'activité entre des gens fort différents, avec des motivations et des passés très divers ? Et en fin de compte, la lutte contre des agents du pouvoir connectés et agissant internationalement permet-elle d'internationaliser aussi la révolte ?

Comment et où trouver des réponses à ces questions et à d'autres encore constitue toujours une expérimentation.



FRAPPER LÀ OÙ ÇA FAIT MAL

Lucioles - Août 2014 - France

Au petit matin du mercredi 23 juillet, un incendie s'est déclenché dans une installation de la SNCF (un poste d'aiguillage), à Vitry-sur-Seine (94). Pas si étonnant que ça : si on lit les faits divers sur les torchons locaux on trouve souvent des épisodes de ce genre. Accident technique, manque d'attention de la part du personnel, chaleur (?)... Ou bien malveillance. L'acte de quelqu'un qui voulait peut-être juste s'amuser, ou bien qui voulait peut-être défouler sa juste rage contre un rouage de ce monde – et pas des moindres, dans ce cas précis ! Donc, un acte fait « à chaud », sans beaucoup de préméditation, peut-être sans trop se demander ce qu'était ce bâtiment ? Où bien l'alternative qui pourrait le plus inquiéter la SNCF et les flics : celui ou celle qui tenait le briquet savait très bien de quoi il s'agissait et connaissait les possibles conséquences ?

Enfin, tout ce qu'on sait sur cet incendie et son origine nous est dit par les journaux – donc les flics. Et, bien sûr, ils n'aiment pas du tout que quelqu'un s'intéresse trop à leurs affaires.

Parce qu'un poste d'aiguillage, c'est une cabine où il y a les dispositifs qui règlent la circulation sur un secteur du chemin de fer. La remise en sécurité du poste de Vitry a nécessité l'interruption de l'électricité sur les caténaires d'alimentation aussi. Tous les trains et RER au départ ou à l'arrivée de Gare d'Austerlitz (qui est directement en amont de Vitry) ont donc été supprimés mercredi 23 et pendant une partie du jeudi 24.

À Ville d'Avray (92), fin février 2013, un fait similaire avait été encore plus « efficace » (bien que sur une ligne moins importante). Là aussi, un incendie (accidentel, si on veut croire la SNCF) avait détruit « les installations électriques et informatiques commandant les feux de

signalisation, les aiguillages et les systèmes de sécurité » [Le Parisien]. Pendant plusieurs semaines aucun train n'a circulé sur la ligne U et une partie de la L du Transilien. Mais il n'y pas que les postes d'aiguillage... De gros problèmes de circulation, notamment des TGV, sont survenus dans la région de Chambéry, début mars 2012. À différents endroits (en pleine nature), des câbles longeant les rails avaient été brûlés (ce sabotage avait été effectué en solidarité avec des opposants à une nouvelle ligne TGV emprisonnés en Italie). Qui a bonne mémoire se souviendra aussi de la pagaille qu'il y a eu à Gare du Nord suite à un « petit feu » dans le boîtier d'une installation de signalisation début mai 2008. Pendant quelques heures, environ 300 trains, des RER jusqu'aux TGV à destination de l'Europe du Nord, avaient été bloqués.

Ce qui pourrait être intéressant de retenir de ces petits faits divers, c'est que toute structure matérielle – le réseau du chemin de fer, par exemple – a des points faibles. Le même type d'événement (un accident, un sabotage) peut produire des séquelles plus ou moins importantes, selon l'endroit où il se produit. Tout réseau présente des points précis, des nœuds, qui, mis hors services, pourraient engendrer de grosses conséquences sur l'ensemble, peut-être (pourquoi pas ?) jusqu'à atteindre une espèce d'« effet domino ».

Les réseaux qui font marcher ce monde (ceux qui transportent des personnes, des marchandises, de l'énergie, des informations...) s'étendent un peu partout sous nos pieds, sur nos têtes, à côté de chez nous, dans plein de boîtiers à tous les coins de rue, souvent loin des yeux indiscrets des flics et des caméras.

A toutes celles et ceux qui savent regarder...



CONTRE LES ALLIANCES, CONTRE LA CENTRALITÉ

Aversión - Septembre 2014 - Espagne

Ces périodes de troubles mettent en évidence que nous sommes seules, et que cela est nécessaire que l'on se casse la tête pour réussir à mettre en pratique tout ce que nous pouvons faire contre ce qui tente de nous dévorer, nous éradiquer, nous assimiler.

Ils/Elles ne sont pas rares celles/ceux qui proposent le chemin de l'*ambiguïté* politique, du camouflage temporaire – ou moins temporaire – pour croître numériquement et de cette manière se renforcer. Mais nous ne sommes pas si sûres que la *force* soit une question purement numérique.

De tous côtés on entend « il faut sortir de sa tanière ». Mais pour quoi ? Pour nous fourrer dans une autre, plus grande, bien que plus ambiguë, et en fin de compte, dans un autre trou du terrain ?

« Il faut faire des alliances ». Les anarchistes doivent faire des alliances, bon, pourquoi pas dire ça. Mais avec qui ?

On dit que contre la fascisme il faut oublier les petites différences au détriment de ce mal commun, pour créer un *anti* qui nous englobe tous.tes, d'égal.e à égal.e. Egaux ? Il nous vient à l'esprit la question de si nous avons déjà appris que ces alliances terminent toujours par nous exploser à la figure. Et une réponse se fait encore plus nécessaire dans la péninsule ibérique, où cela devrait être clair que la révolution des années 30 a merdé pour avoir eu confiance dans le fait que les alliances avec les politiques et la participation des anarchistes dans la gestion de la misère (c'est à

dire, au Gouvernement), fruit du désespoir ou de la bonne foi, a accéléré le processus de décomposition et l'avancée du fascisme. Nous ne sommes pas *contre le fascisme* parce que ce serait le pire de tous les maux. Nous sommes contre le fascisme de la même manière que nous sommes contre le parlementarisme, contre la démocratie, contre l'autorité. Donc, en tant qu'anarchistes, et anti-autoritaires, nous joindre à des groupuscules gauchistes (nous sommes quasi tombés dans l'erreur d'écrire « groupuscules et individus » mais se sont toujours des groupuscules) qui sont en faveur de la politique institutionnelle, qui renforcent et soutiennent le système représentatif et qui fonctionnent de manière hiérarchique, avec leurs portes paroles, délégués, chefs, c'est nous mener au désastre. Contre ce « fléau » que semble être le fascisme nous voyons en toute alliance *anti* non seulement une erreur tactique, mais également un terrible facteur amnésique.

Face à la répression, l'autre grand fantasme vis à vis duquel il faut se préparer, il se passe quelque chose de similaire.

Se préparer pour l'*affronter* n'est pas une question de nombre, mais bien une question de détermination. Nous pourrions être mille et continuer à percevoir la répression et tout son appareil – juges, policier.es, prisons, psychologues, maton.es, avocat.es, et un large etc. - comme un monstre qui nous engluie parce que c'est ainsi. Si on refuse de voir la répression pour ce qu'elle est, et ce qu'elle représente, pour sa fonction dissuasive de l'État, nous serons toujours faibles contre cette bête

qui dévore pauvres et rebelles partout. Comme dans le cas du fascisme, ici aussi beaucoup d'anarchistes et anti-autoritaires oublient tout, notamment les principes de bases comme le sont l'autonomie et l'auto-organisation, et commencent à créer toutes sortes d'alliances anti-répressives; avec des spécialistes et des avocat.es, même parfois avec des politicien.nes (ou aspirant.es politicien.es qui pour le coup revient au même) et des journalistes, toujours à l'intérieur d'un large spectre *mouvementiste*. Et pour sur, en tenant compte que dans ces cas d'alliances anti-répressive, il faut céder à la logique dominante de la victimisation. Et au lieu de pouvoir assumer ouvertement ce que nous pensons et proposons, et défendre ce que nous avons – ou pas – fait, il faut baisser la tête et rester silencieux. Ce n'est rien de plus qu'une « stratégie contre la répression » nous dirons les spécialistes. Le problème est que cette « stratégie » devient de plus en plus habituelle et le simple fait de revendiquer une posture d'affrontement est vu comme « psycho-pathologique » ou « martyrisant ».

Et finalement, pour terminer avec cette question des grandes alliances, il nous reste celle du rêve messianique de la Grande Organisation anarchiste. Oublier les différences et les motifs qui les créent est le prémisses pour fonder cette organisation définitive. Tant d'années de débats et de réflexions, tant de prises de tête qui ont amenés à la conclusion que toute idée de centralité est contraire à la liberté comme nous l'entendons, nous les anarchistes. Pourquoi tout d'un coup, dans un moment

où tous.tes – même ceux et celles qui sont de l'autre côté de la barricade – se questionnent sur le rôle du centralisme, on dépoussière ce vieux culte de l'Organisation, on ramène cette vieille momie putride. Chercher à résoudre la question de l'organisation (en minuscules) par la création d'une Organisation (en majuscule), plus que la résoudre, c'est recourir à la manière la plus basique, banal et automatique de le faire. Il y a autant de formes organisationnelles que de nécessités à accomplir certains objectifs de lutte, mais la question mal formulée, peut résulter que ce qui est recherché est comme terminer de construire un toit sans avoir même pensé aux fondations.

Mais bon, il semble clair que si nous n'apprenons pas des expériences du passé, nous finirons par trébucher sur le même caillou. Peut-être le caillou devra-t-il être suffisamment grand pour ne pas l'oublier, même si dans ce cas le coup ne devra pas être trop fort pour la fois suivante ne pas provoquer, une fois de plus, cette amnésie.

Les problèmes abordés ici sont réels. Le fascisme a toujours été là, même s'il n'en fini pas de grandir et de s'adapter. Il en est de même pour la répression, laquelle devient de plus en plus dure. Nous ne définirions pas la question de l'organisation comme un problème en soi mais bien comme quelque chose qui les fait surgir. Néanmoins, la solution ne peut être de recourir à un *moindre mal*.



NOUS SOMMES L'ATTAQUE, NOUS SOMMES LE FEU CONTRE L'ÉTAT

Septembre 2014 - Chili

Nous venons de partout...

Nous venons de l'attaque de commissariats, de casernes de police et de prisons, de centres de divertissement des puissants, d'églises et institutions de l'État-capital. Nous avons fabriqué des engins explosifs, nous connaissons leur usages et leurs conséquences au moment d'agir, nous venons des logiques et pratiques de la conspiration depuis des années.

Nous nous organisons informellement, sans dirigeants et en revendiquant l'autonomie, en forgeant des réseaux clandestins qui ne pourront être détectés par la répression. Nous continuons, parce que nous n'avons jamais arrêté...

Par rapport à l'engin qui a explosé récemment au Subcentro et qui a causé des blessures à plusieurs passant-e-s, sans être jugés, nous élevons et défendons notre position.

Lors des actions que nous avons perpétrées, dans les complicités que nous avons matérialisées, lors des attaques que d'autres compagnon-ne-s que nous ne connaissons pas personnellement mais avec qui nous partageons anonymement le chemin de l'action directe ont menées, l'ennemi a toujours été clairement identifié.

L'ennemi est celui qui détient le pouvoir ou s'arme pour le défendre, devenant une cible et un objectif des

attaques, mais pas celui qui cautionne ou cède passivement face à la domination.

Nous ne faisons pas partie des citoyen-ne-s puisque ceux-ci se laissent soumettre et perpétuent l'ordre, mais cela ne veut pas dire que nous mettons sur un pied d'égalité le rôle des citoyen-ne-s et celui des puissants, celui de l'esclave et celui du maître. Les citoyen-ne-s en général ne sont pas, de même que n'importe quel passant, l'objectif de nos actions.

Nous comprenons l'attaque et l'autodéfense comme un acte qui affronte et cherche à frapper toute la machinerie qui tente de nous soumettre, ainsi qu'un acte qui nous protège et nous préserve face à l'avancée des forces répressives, indépendamment de l'uniforme qu'elles visent.

Quiconque décide d'assumer la violence pour défendre le territoire des puissants se situe sur le champ de bataille et doit en assumer le coût, mais cela, comme le font bien remarquer d'autres compagnon-ne-s par ici, n'est pas un combat ni un coup donné de manière aveugle sans rester clair sur qui l'on frappe.

On ne peut pas laisser au hasard la possibilité que ce soit un puissant ou un civil quelconque qui passe, les

coups de l'action de transgression sont précis et savent viser l'objectif tant dans l'infrastructure du pouvoir et de la répression que dans les sujets qui le détiennent.

C'est l'État et ses politiques de Terreur qui considèrent les vies comme de simples numéros dans les statistiques de leurs parts de pouvoir, c'est pour cela qu'il avance en dévorant et en écrasant de manière impassible, nous nous éloignons de lui par nos projections et nos idées mais surtout par nos pratiques, qui nous différencient indéniablement. Face à cela il ne doit y avoir aucune place pour le doute.

Nous aspirons et agissons pour la destruction et le combat contre l'ennemi, nous nous armons de moyens pour y parvenir, nous utilisons et revendiquons l'utilisation de la violence pour faire face à l'autorité, mais nos coups ne cherchent pas à nuire à n'importe qui passant dans la rue. Cela supposerait que toute personne, par le fait de passer là, serait complice et collaboratrice du pouvoir, absolument sans aucun fondement permettant de soutenir cela. Ce ne sont pas nos façons de faire, ni le bout ni l'horizon du chemin d'action directe que nous suivons depuis des années.

De la même manière que nous ne laissons pas notre sécurité au hasard –en apprenant les techniques d'avancée de l'ennemi– nous ne laissons pas non plus au hasard la sécurité de ceux qui peuvent traîner dans les environs des cibles de nos attaques. Ainsi, nous ne faisons pas confiance et ne déléguons pas au bon travail de l'ennemi de s'occuper des civils, tant dans l'évacuation que dans le bouclage de la zone. Nous ne sommes pas indifférents à la douleur ou au mal reçu par de simples passant-e-s.

Ce ne sont pas les citoyen-ne-s qui doivent craindre nos actions, ils devraient avoir peur de la misère de vie que l'État impose à travers chacun des engrenages qui forment sa machinerie de destruction, de la gâchette facile de la police, des asphyxies économiques qui mènent au suicide ou de la progression du contrôle social. Ici ceux qui doivent craindre nos actes, dans chaque aspect de leur vie et de leur sécurité, ce sont les représentants de la domination... Nous nous rapprochons.

Nous n'écrivons pas pour nous dissocier de l'utilisation de la violence, mais pour revendiquer l'utilisation que nous en faisons, mettant au clair nos idées de la lutte insurrectionnelle qui n'envisagent pas l'attaque de civils.

L'appel est à l'action, dans la complicité des affinités, faisant proliférer les groupes d'attaque, agissant pour la libération, mais en restant clairs sur nos objectifs à diffuser et l'ennemi à attaquer. Nos pratiques font partie du message. Nos coups doivent être adroits, sans peur, mais sans imprécisions.

Le terroriste c'est l'Etat.

Nous saluons les dernières attaques d'église et de casernes de police.

Contre toute forme de pouvoir, pour l'Anarchie et la Libération Totale... Continuons à grandir...

Noyaux d'Attaque pour la Libération



POUR UNE CRITIQUE PRATIQUE AU SUJET DE L'ACTION RÉALISÉE DEVANT L'UNIVERSITÉ UAHC À SANTIAGO LE 23 SEPTEMBRE

Septembre 2014 - Chili

Dans un climat d'hostilité croissante, de persécution et de terreur médiatique, nous continuons de revendiquer la violence contre l'État et le capital !

Suite à l'explosion d'une bombe dans un couloir du centre commercial de la station du métro Escuela Militar les rêves de la presse et de l'État se sont concrétisés. Dorénavant ils vont pouvoir ouvertement dire que les attaques explosives ont aussi comme cible des gens lambdas et dans cette logique aiguïser encore leur pratique de répression contre les groupes et individus insurgés. La situation a été propice pour que les vautours dressent depuis leurs médias un climat d'insécurité et de terreur médiatique, la presse n'a pas traîné pour pointer du doigt la violence des groupes subversifs. Au sein des milieux anarchistes et anticapitalistes en général beaucoup de choses se sont dites au sujet des caractéristiques de l'explosion qui ne correspondaient pas à ce que font ceux qui attaquent les structures du pouvoir et que l'attaque pouvait être associée à certains secteurs de la police, des groupes d'extrême droite ou de certains soi-disant révolutionnaires qui n'auraient pas des objectifs très clairs. Aujourd'hui il y a trois personnes accusées d'être responsables qui sont détenues et un communiqué qui circule sur internet dont nous ne connaissons pas l'origine et qui revendique l'attaque.

Nous n'allons pas parler des accusés dans ce texte parce que tout d'abord nous ne voulons pas jouer aux juges, et ensuite parce que nous connaissons que trop bien les ruses de l'État et de la presse bourgeoise lorsqu'il s'agit de faire preuve d'efficacité et de contrôle dans la persécution d'un ennemi interne tout en profitant de ces situations pour justifier leur répression.

Sur les responsables et la motivation de l'attaque ça n'est toujours pas très clair pour nous, mais face au climat d'insécurité et de terreur que le pouvoir et ses médias veulent mettre en place notre réponse reste la même : nous continuons de nous diriger violemment contre le pouvoir pour l'intensification du conflit en sachant clairement qui est l'ennemi. Oui, en sachant clairement qui est l'ennemi, parce que nos ennemis sont ceux qui sont au pouvoir et leurs sbires armés prêts à assurer l'ordre, et nos attaques se dirigent contre eux. C'est pour ça que nous ne pouvons pas nous associer avec des attaques aveugles et irresponsables qui blessent des gens lambdas. Si nous comprenons bien le rôle que joue la passivité des citoyens dans la soumission et le maintien du pouvoir, nous ne pouvons mettre sur le même plan la responsabilité de l'esclave aliéné avec celle du puissant qui est le véritable responsable de l'exploitation et de l'aliénation qui en découlent, sans laquelle cet ordre

ne pourrait exister une minute de plus. Nous ne pouvons pas considérer valide une attaque contre l'autorité qui blesse des gens lambdas, et nous ne sommes pas indifférents à la souffrance, encore moins lorsqu'elle est utilisée pour favoriser le scénario d'une chasse aux sorcières de la part de l'État avec l'appui d'une partie croissante de citoyens qui croient maintenant être des cibles potentielles d'attaques.

Mais face à ce climat d'insécurité médiatisée pour les citoyens et d'hostilité répressive pour nous, nous faisons le choix de ne pas baisser la tête et nous ne nous démarquons pas de l'usage de la violence contre l'État, le capital et ses sbires. Nous la revendiquons même, une fois de plus, en sortant dans la rue et en dressant des barricades, distribuant des tracts et lisant à voix haute un communiqué qui explique à ceux qui nous observent

la raison de notre action, pour ensuite affronter les flics (qui sont arrivés en tirant des balles en plomb et de loin parce qu'ils avaient la trouille avec les molotovs qu'ils ont reçu). Que ça soit clair pour le pouvoir que malgré la situation défavorable qu'ils peuvent créer nous n'abandonnerons pas l'usage de la violence contre l'autorité, contre l'État, contre le capital, et c'est probable que le combat de rue contre ses sbires n'est qu'un petit geste (et même répétitif), mais c'est pas pour autant qu'on abandonnera nos méthodes tandis que nous nous aventurons dans la découverte d'autres méthodes qui nous rapprochent toujours plus de l'ennemi. Ça n'est que question de réflexion, patience et pratique pour que l'on arrive à être face à face.

**Nous lançons un appel à la réflexion et à la pratique.
Ne reculons pas face à un climat d'hostilité !**



L'ACTION ET LA SOLIDARITÉ SONT URGENTES, LE RESTE N'EST QUE PRÉTEXTE

Sin Banderas Ni Fronteras - Octobre 2014 - Chili

*Réflexions sur l'avancée de la répression au Chili.
Diffusant la solidarité avec Juan, Nataly et Guillermo.*

1. Nous y revoilà. Parce que la guerre continue.

Suite à un cycle d'actions de rue, de manifs et d'expansion des conflits sociaux au Chili, le pouvoir a cherché à créer des mécanismes qui favorisent la continuité et le renforcement du modèle de domination démocratique.

Afin d'éviter que les fissures ne s'étendent dans l'ordre social remis en question, ou deviennent plus profondes, le gouvernement en place a déployé diverses tactiques qui lui permettent d'étouffer progressivement le mécontentement. Ainsi aux mobilisations massives qui ont remis en question le modèle économique et social créé sous la dictature, il a répondu par des propositions de réformes sociales qui récupèrent les slogans des mouvements de protestation pour les inclure dans des solutions modelées par l'État. Face à la critique contre « l'élite politique » il a répondu en « ouvrant » des sièges parlementaires à des dirigeants sociaux et étudiants. Face à la critique qui dit « la vieille politique à portes fermées » il a organisé des tables de négociation avec des organisations citoyennes pour discuter des demandes et renforcer l'image démocratique et participative de l'État. Ce qui parmi d'autres mesures cherche à augmenter le consensus social, affaiblir la remise en question de l'ordre dominant et assurer un nouveau cycle de gouvernance pour le pays.

Mais en prévenant de futures crises du modèle de domination capitalisto-démocratique, cet « agenda social » de l'État s'est développé en parallèle d'une politique répressive destinée à isoler et punir les secteurs radicalisés qui

propagent la non-négociation, l'intransigeance et l'affrontement avec l'ordre existant. D'autres compagnons ont déjà esquissé tout ça depuis quelque temps.

Nous nous voulons approfondir sur un aspect en rapport avec ce dernier point, qui a à voir avec la configuration d'une nouvelle politique contre-insurrectionnelle destinée à l'annihilation de toute remise en question radicale du pouvoir, et qui a aujourd'hui comme priorité politique et expérimentale l'offensive contre le milieu anarchiste le plus combatif, c'est à dire celui qui mise sur l'insurrection et l'offensive multiforme contre toute forme d'autorité. Ce milieu dont nous venons en tant qu'individus qui luttent pour la liberté et en tant que noyau anti-autoritaire d'agitation et de propagande.

Dans ce texte on prend le temps de réfléchir. On ne veut pas répéter des choses déjà dites, mais réaffirmer nos positions de guerre en exprimant notre situation en plein dans un nouveau contexte de répression qui va crescendo. Nous croyons que c'est un moment clé dans la continuité de la lutte contre l'ordre social capitalisto-autoritaire sur notre territoire. C'est pour ça que c'est important de se donner le temps et d'analyser la réalité dans laquelle on vit pour favoriser l'expansion de l'attaque multiforme contre le système de domination et affiner nos positions parmi ceux qui le combattent.

C'est pour ça qu'avant tout, ces idées que nous exprimons ici surgissent à la chaleur de la pratique de l'anarchie et cherchent surtout à réfléchir sur « comment continuer », pour ne pas tomber dans l'immobilisme que cherche à obtenir l'ennemi, ni dans les lectures simplistes qui se laissent dépasser par un contexte en changement et dynamisme permanent.

2. Le pouvoir démocratique au Chili et ses avortons contre-révolutionnaires.

Dans le but d'éviter une crise de l'ordre institutionnel et afin de s'assurer un nouveau cycle pour le modèle de domination démocratique, la politique actuelle contre-insurrectionnelle de l'État chilien a commencé à élaborer des commissions et des sommets de sécurité en prenant comme excuse la nouvelle vague d'attaques incendiaires-explosives qui en 2014 ont été en augmentation en comparaison avec les deux dernières années.

Récupérant l'enseignement répressif des dictatures civilo-militaires de la dernière moitié du siècle et sa continuité sous des régimes démocratiques, l'État chilien se sert de sa propre expérience, avec ses réussites et ses erreurs, dans la désarticulation de la subversion marxiste d'abord, et ses tentatives d'anéantir l'insurrection autonome anti-autoritaire plus récemment. En associant des méthodes anciennes avec des nouvelles, le pouvoir est en train d'engendrer une nouvelle politique contre-insurrectionnelle qui a recours à différentes tactiques déjà connues, et qui aujourd'hui sont configurées dans un modèle applicable aux nécessités actuelles du pouvoir.

En ce qui concerne la répression sélective envers des groupes belligérants spécifiques dans le présent et envers ceux qui peuvent apparaître à l'avenir, l'État chilien est en train de reconfigurer et de renforcer ses appareils d'intelligence, en cherchant à donner plus de pouvoir à ses policiers et en incorporant la figure de l'agent sous-couverture pour infiltrer des groupes antagoniques au système, en donnant la priorité à ce qu'ils appellent « l'anarchisme insurrectionnel ». Par là ils cherchent à obtenir des informations sur les milieux de lutte, cherchant des preuves pour mettre des compagnon-ne-s en taule. Ils cherchent aussi à encourager le développement d'opérations armées incitées par des agents sous-couverture et « menées » par la police qui jette des compagnon-ne-s dans les griffes de la répression. Avec ça ils cherchent aussi à susciter la méfiance entre compagnon-ne-s, l'isolement entre groupes et l'affaiblissement moral et matériel des forces hostiles au pouvoir.

À côté de ça l'appareil répressif dans sa dimension juridique se renforce, pour appliquer toujours plus d'années de prison à ceux qui sont arrêtés au cours d'actions de violence antagonique, renforçant la loi de contrôle des armes et blindant la législation anti-terroriste au maximum, en misant sur le fait que dans le futur n'importe quel agissement qui mette en danger la stabilité de l'ordre social puisse être écrasé par la machinerie légale du pouvoir.

Tout cela a été modelé au cours des derniers mois avec un déploiement médiatique qui cherche à dégager le terrain pour les agissements des forces répressives, suscitant la panique collective face à la figure créée du « terroriste », provoquant le consensus afin que la répression progresse sans remise en question de la part de la population. Par le bombardement médiatique d'images et de gros titres de presse sur le « danger terroriste », le

pouvoir tente de vider de son contenu politique et révolutionnaire n'importe quelle revendication qui accompagne l'action violente contre l'ordre établi.

Cette manœuvre déjà connue mais favorisée par l'actualité ne place plus les médias de masse comme de simples outils pour les plans du pouvoir mais comme une nouvelle armée d'occupation destinée à pénétrer dans les esprits et les comportements des masses.

3. Au sujet d'une action qui a provoqué des débats pour affiner nos objectifs.

Comme on le sait, le 8 septembre dernier un extincteur avec de la poudre noire a explosé dans les couloirs d'une galerie commerciale d'une station de métro dans la commune de Las Condes. Cela a provoqué une grande confusion parce que 14 personnes ont été blessées, ce qui a facilement été récupéré par le pouvoir pour alimenter l'hystérie « anti-terroriste » et insérer à travers le choc l'idée que le terrorisme « est au coin de la rue ».

En ce qui concerne l'action, d'autres compagnon-ne-s se sont déjà exprimé à ce sujet, surtout dans le laps de temps où l'attaque est restée dans l'anonymat et que le pouvoir profitait bien des conséquences de ce fait. Mais ensuite l'action a été revendiquée par un groupe anarchiste qui a déclaré avoir averti la police quelques minutes avant car ils n'avaient pas d'intérêt à blesser des passants, dégageant un peu les doutes qu'il y avait.

Sur cette action et sa revendication, nous partageons son objectif de frapper les puissants et de ne pas blesser les passants, mais nous posons clairement que ce genre de lieu n'est pas un repaire de puissants, et que la sécurité prise au préalable n'était pas suffisante.

Débattre sur le premier point, sur le lieu choisi, est en rapport avec le débat sur les objectifs de notre lutte : qui est notre ennemi et comment le frapper, comment nous envisageons l'offensive dans l'espace-temps, quels outils nous utilisons, quand et où, etc. Ça concerne le milieu anarchiste, anti-autoritaire et anti-capitaliste-autonome en général, car le débat et la réflexion sur nos pratiques multiformes est un outil indispensable pour parfaire nos positions de lutte, remplir nos vides discursifs et dépasser les faiblesses que chacun d'entre nous peut avoir.

Mais d'un autre côté il y a aussi un cadre qui fait partie de la lutte multiforme mais qui se trouve plutôt en rapport avec l'aspect opératif des actions menées par les groupes d'action directe : comment se déplacer dans la ville au cours d'une action, comment ne pas laisser de traces, des mesures de sécurité opérative, etc. À ce sujet nous insistons pour dire que cela regarde ceux qui réalisent ces actions ou désirent participer à leur développement, et pas ceux qui critiquent par des discussions de bistrot en pointant du doigts les « erreurs » d'autres mais sans risquer ni une portion minimale de leurs vies dans la lutte multiforme contre le pouvoir.

4. La solidarité avec les compagnon-ne-s en prison est une action urgente. Le reste n'est que prétexte.

Tandis que tu lis ça trois compagnon-ne-s sont aujourd'hui emprisonné-e-s, accusé-e-s d'avoir participé à plusieurs attaques explosives.

Tout l'appareil juridique, policier et journalistique au service du pouvoir s'est rué sur les vies de Juan, Nataly et Guillermo, arrêté-e-s le 18 septembre au cours d'une nouvelle opération répressive télévisée. Ils n'ont pas encore émis de communiqués publics mais ils ont fait preuve de défiance face à la police et à la presse. Pour l'instant on se contente de ça. Peut-être que plus tard, lorsque leurs positions seront connues, on se sentira plus, ou moins, en affinité avec eux, mais aujourd'hui la solidarité avec les trois compagnon-ne-s est urgente et n'accepte aucun faux prétexte.

« J'ai du mal à être solidaire avec eux parce que je ne retrouve pas dans l'action dont on les accuse », pourraient dire certains, partant de l'erreur de considérer les compagnon-e-s « coupables ». « Il faut d'abord attendre leurs communiqués publics pour être solidaires », pourraient proposer d'autres, comme si l'image de Juan criant « à bas l'état policier » ne nous suffisait pas, tout comme celle des deux compagnon-ne-s sortant la tête haute du commissariat pour être formalisé-e-s sous les charges de terrorisme.

Notre solidarité envers Juan, Nataly et Guillermo est une solidarité envers des compagnon-ne-s, et pas de simples individus, dont les vies ont été mises en prison en conséquence d'un coup du pouvoir afin de désarticuler tout type d'opposition à l'ordre de domination.

De plus, dans un contexte dans lequel l'ennemi cherche à se renforcer, la solidarité envers les compagnon-ne-s en prison doit être assumée comme faisant partie de notre responsabilité individuelle et collective en tant que protagonistes d'une lutte continue et multiforme qui refuse de se taire face aux offensives du pouvoir.

Et c'est l'action offensive et solidaire, et pas les critiques dans son petit confort, qui nous permettra de surmonter des moments adverses et de favoriser la continuité de la lutte anti-autoritaire sur ce territoire.

5. Une fois de plus, nous surmontons les obstacles en affrontant le pouvoir par des actions multiformes. Nous sommes ceux qui ne se rendront pas.

Un milieu de lutte où le débat et la réflexion sont rares ou superficiels, où prime le copinage et l'auto satisfaction, où les bonnes intentions et les discours radicaux ne se transforment pas en pratiques concrètes, est un milieu de lutte destiné à être facilement détruit dans ses convictions et perspectives d'action.

Nous disons cela parce que nous croyons qu'aujourd'hui il est urgent de dialoguer et réfléchir entre compagnon-

ne-s pour que la pratique anarchiste soit encadrée dans un processus dont les horizons de confrontation permanente fassent avancer la lutte en construisant des relations d'affinité réelle qui dépassent le copinage, où les compagnon-ne-s sentent l'urgence de l'action et donnent à leurs projets des perspectives qui cherchent la continuité du conflit malgré les coup répressifs.

Nous nous n'allons pas prendre peur et nous continuerons notre pratique de propagande, en diffusant des réflexions qui émanent de l'offensive anti-autoritaire. Nous continuerons d'intervenir dans les rues grises avec notre propagande, éditant nos publications intermittentes, provoquant des ponts de communication avec des compagnon-ne-s d'autres territoires à travers des traductions et des informations d'événements importants pour le débat fraternel et l'agitation solidaire avec les compagnon-ne-s prisonnièr-e-s. Nous ne retiendrons pas, ni d'un millimètre, la propagation de la confrontation contre le pouvoir dans la lutte pour la liberté, dans laquelle toutes les formes d'action, depuis la propagande jusqu'aux actions armées, sont une contribution si la destruction totale de la domination est posée.

Il est essentiel de prouver par nos agissements que la lutte continue, que rien n'a changé ici, que la lutte contre l'autorité n'est pas terminée tant que nous restons actifs et forts.

On peut rester dans le combat tant qu'on veut se battre, ceci étant particulièrement important aujourd'hui, comme à chaque moment la réflexion renforce les conviction, valeurs et idées menées à la pratique.

Aujourd'hui le moment nous exige une action offensive urgente matérialisée par l'agitation de rue, par l'accentuation de conflits qui remettent en question l'ordre social, par la propagande, le débat et la diffusion large de l'idée de la destruction du pouvoir, toujours en cherchant à répandre et renforcer des convictions, favoriser des liens d'affinité et des engagements de lutte, sentant le besoin de créer des groupes et s'organiser entre personnes en affinité pour modifier la réalité à partir d'une prise de position offensive de libération totale.

En somme, notre force individuelle et collective dans les temps à venir résidera dans la sortie pratique que nous donnons à un processus réflexif et autocritique nécessaire qui nous amène à acquérir ou à renforcer ces éléments, capacités, connaissances et expériences qui permettent de tenir une confrontation continue, une offensive permanente qui se nourrit des bonnes ou mauvaises réponses et qui ne s'affaiblit pas face à la répression, afin que notre offensive, et les compagnon-ne-s qui décident de lancer leurs vie dans la lutte multiforme contre le pouvoir, ne recommencent pas de zéro une fois de plus.

Ainsi, chaque jour notre vie en guerre est une énergie incandescente qui obstrue le flux de la domination. Parce que la destruction de l'ordre existant dépend de nous. L'action et la solidarité ne peuvent pas attendre.



VOITURES, FUSILS, AUTONOMIE SUR LES SUBTILITÉS DE LA RÉVOLTE RÉCENTE À FERGUSON, MO

Octobre 2014 - Etats-Unis

Ce qui suit est la transcription d'une conversation entre deux amis peu de temps après le soulèvement de Ferguson, Missouri. (+++) était là, et (***) n'y était pas, mais nous avons tous les deux participé à des soulèvements anti-policiers au cours des dernières années dans la West Coast et le Midwest. Nous publions ce texte dans le but d'explorer la complexité des événements récents aux Etats-Unis, mais aussi de contribuer aux discussions et attaques en cours contre l'ordre existant, partout.

*** L'expérience la plus intéressante faite par des rebelles dans la région de Bay Area au cours des dernières années a été d'établir Oscar Grant Plaza (la base d'Occupy Oakland aussi connu comme la Commune d'Oakland) comme une *police-free zone* à l'automne de 2011. La logistique de cette expérience était en fait assez simple : chaque fois que la police a tenté d'entrer dans le campement, une foule se rassemblait autour d'eux et les forçait à la quitter. Parfois, cela signifiait crier, tandis que d'autres fois c'était simplement une question d'informer les officiers qu'ils auraient une émeute sur les mains s'ils y pénétraient. Les gens du campement ont pris plusieurs mesures pour se défendre de la présence de la police. Matériellement, les communaux stockaient du matos pour construire des barricades et des projectiles à utiliser contre toute présence policière indésirable. Ils se réappropriaient les barricades de police pour leurs propres besoins et construisaient les leurs. Ils ont arraché les pavés de la place pour qu'ils puissent être lancés contre les raids de la police. Culturellement, l'ambiance de *police-free* a été produite en favorisant l'hostilité

envers la police, et à partir de la culture de résistance de rue contre eux. Lorsque le campement a été placé en état de siège, les flics et leurs commissariats ont été victimes d'une vague chaotique de représailles. Comme les manifestations et les émeutes contre la police finissent toujours par atteindre leurs limites avec le temps, nous nous sommes demandés comment maintenir ces suspensions de l'ordre plus longtemps que quelques jours. Une possibilité est que la culture des zones libérées de la police pourrait apporter une réponse à ce dilemme.

Si par le maintien d'une zone sans police, la Commune d'Oakland a offert une contribution à la lutte de tous ceux qui travaillent à créer des territoires contre la police - à rendre leurs maisons, quartiers et villes entièrement hostiles à l'occupation de la police - on pourrait faire valoir que le récent soulèvement à Ferguson a considérablement élargi cette expérience. Il semble que la révolte à Ferguson est sans précédent au cours des dernières années, ou même dans la vie de beaucoup de gens, en termes de durée mais aussi d'intensité de ce qui est arrivé. Il semble également que, tout comme à propos de la situation à Oakland, les gens de Ferguson ont réussi à aggrandir l'espace et à créer une zone sans police de façon plus combative que ce qui avait été fait auparavant.

+++ *Je suis d'accord jusqu'à un certain point seulement. Je pense qu'il y a eut des pas en vue de la création d'un espace libéré, ou d'une zone autonome. En général, je pense que l'émeute est une situation où un espace est ouvert à l'abri de la police ou les lois de l'Etat. Ainsi, chaque nuit où il y avait des émeutes, restaient temporairement ouvertes ces*

zones sans lois et sans police. Ce qui a été différent des autres émeutes, était la persistance du caractère émeutier. Même après trois jours d'émeutes, les gens revendiquaient le QT brûlé comme pivot central de l'activité du soulèvement. Je pense que l'importance du QT a été qu'il a élargi l'autonomie et le désordre des émeutes de la nuit à la journée. Il serait malhonnête de dire que le désordre et le sentiment anti-police des émeutes a intégralement été transmis au QT. Il y eu des moments où des policiers de haut rang sont venus sur le parking pour faire des déclarations à la presse. Mais cela a au moins permis de créer un environnement qui leur était incroyablement hostile, et en général chaque fois qu'une patrouille ou un agent de bas rang était en vue, ils ont été attaqués ou dégagés de la zone. Il était évident pour la police comme pour les participants de la rébellion, que le QT était notre espace, pas l'espace de la police ou des capitalistes.

*** Il semble plus facile pour les gens qui n'étaient pas là de voir les choses les plus spectaculaires - le pillage, les incendies, les molotov -, mais malheureusement les efforts pour créer un espace sans police sont plus difficile à voir de loin pour les gens. Il semble évident que c'était vraiment central dans la férocité de ce qui se passait. Comment vous avez ressenti le fait d'être à la QT ? A quoi ressemblait cet espace ? Mais aussi, quels étaient des moyens plus spécifiques utilisés par les gens pour empêcher la police de venir là ou dans d'autres zones ?

+++ Eh bien, pour la plupart d'entre eux, le QT était ce lieu incroyablement festif et joyeux pendant la journée, où les gens faisaient des graffitis, apportaient des barbecues géants et distribuaient des centaines de hot-dogs ; tout le monde apportait de l'eau à partager, rien ne coûtait de l'argent, tout était gratuit. C'était devenu un centre culturel bizarre aussi. Il y avait des rappeurs, les gens qui font de la break dance, un step-crew des adolescent est venu. Il y avait une atmosphère de fête de rue joyeuse parfois. En même temps, des gens distribuaient des masques pour la nuit, partageant les histoires des nuits passées. A un moment, j'ai traîné avec un homme qui partageait des photos de toutes les chaussures qu'il avait pillé la nuit d'avant, et nous avons échangé des histoires. Les gens parlaient de ce qu'il faudrait faire s'ils envoyaient des gaz lacrymogène de cette direction, quoi faire si ils arrivaient de l'autre direction. Ainsi, en même temps qu'il y avait cette atmosphère festive et de célébration, c'était aussi clairement un espace où les gens formaient des stratégies et parlaient et s'engageaient. Comme c'était le point central de rassemblement, chaque jour où tu y retournais, tu commençais à voir des gens et à reconnaître des visages; peut-être certains auxquels tu avais parlé la nuit précédente ou avec lesquels tu t'étais engagé dans quelque chose, et que tu serais en mesure de revoir et de parler avec ; on commençait à établir des relations et à partager des idées. Ce fut vraiment excitant.

Dans la nuit la police finissait toujours par pousser les gens vers le QT, mais même si le QT était à moins d'un kilomètre de l'endroit où la plupart des affrontements se produisaient, ils n'étaient souvent capables de l'atteindre qu'après des heures et des heures de combats de rue. Ça leur prenait autant de temps parce qu'ils étaient terrifiés de venir dans la foule, en particulier de jour quand il y avait des milliers de personnes autour d'eux. La région de Saint-Louis a toute

une histoire de policiers pris pour cibles, et la police était très consciente de ça. Les policiers savent que les gens sont armés et prêts à tirer. Dès le début du soulèvement, les rebelles l'ont posé très clairement : l'une des premières choses qui s'est passée après qu'ils aient assassiné Mike Brown a été des coups de feu en l'air. Et puis le dimanche, la première nuit d'émeute, les gens ont de nouveau tiré des coups de feu pendant le pillage. Je pense à une situation particulière où la police a essayé de pénétrer dans le coin, et les gens ont formé une ligne pour les affronter. Quand l'échauffourée s'est terminée, la police a lâchement gazé la foule et est partie. Il y a immédiatement eu des coups de feu en direction de la police tout au long de leur retraite. On pouvait entendre des coups de feu partout, et voir des gens sauter des voitures pour tirer ; tirer sur eux, tirer dans leur direction. Les gens ont appris qu'on n'a même pas besoin de tirer sur eux : le simple fait de tirer dans leur direction ou de leur faire savoir qu'on était armé était suffisant pour maintenir la police à distance. Les armes les tenaient ainsi à l'écart. C'est la première fois de ma vie que j'ai vu ce niveau d'action armée flagrante dans une émeute ou une manifestation, ou comment vous voulez appeler ce qui se passait là-bas.

Deuxièmement, l'autre chose que je n'avais jamais vu auparavant, spécifique à cette situation, était la culture de la voiture et la façon dont les voitures ont été utilisées de plusieurs manières pour emmerder la police, la bloquer ou juste l'entraver. West Florissant, la rue principale où toutes les émeutes, les pillages et les combats se passaient, est une autoroute à quatre voies. Et donc de haut en bas de la route, les gens y naviguaient avec d'innombrables voitures remplies de gens, de la musique tonitruante à fond, une demi-douzaine de gamins sur le capot, et en klaxonnant pendant que tout le monde hurlait. Cela a créé une situation où il était impossible pour la police de conduire au milieu de la foule ; la quantité de voitures était si dense. Et aussi le bruit général s'ajoutait à la folie de la situation, de sorte que c'était complètement dingue d'être là. C'était une situation qui était complètement incontrôlable, et ils ne savaient pas du tout quoi faire. S'ils venaient à pied, ils étaient attaqués; s'ils venaient en voiture, leurs voitures seraient vite coincées et ils seraient attaqués. Beaucoup d'armes étaient aussi planquées dans les voitures, les gens étaient donc mobiles et armés. Parfois, les voitures étaient elle-mêmes des armes. Une nuit, les voitures ont enfoncé les lignes de police. Les gens utilisent les voitures comme des barricades; tout le monde conduisait et garait les voitures dans les rues pour former des lignes derrière elles. Je me souviens d'un moment où deux jeunes filles ont garé leurs voitures capot à capot en bloquant les quatre voies de la circulation, et que de l'autre côté des voitures, face à la police, tout le monde avait des fusils. Les voitures ont été utilisées comme des barricades à partir desquelles tirer, comme moyen de rester mobile, comme des véhicules de parade, et en général de façon à semer la confusion et à intimider la police. Je pense donc vraiment que ces deux choses particulières à Ferguson, la culture des armes à feu et la culture de la voiture, ont contribué à créer et à préserver cette police-free zone autonome. Sans oublier le fait qu'il y avait des milliers de personnes qui y participaient.

*** J'ai l'impression, à partir de quelques comptes rendus, qu'il n'y avait pas seulement dans le QT où la police avait peur d'entrer. J'ai entendu dire qu'ils limitaient essentiel-

lement leur activité à West Florissant, et qu'il y avait certaines rues et certains quartiers où ils n'entreraient pas.

+++ *C'est totalement vrai. En particulier, le quartier où vivait Mike Brown, Canfield Appartements, à côté de Canfield Avenue. La police ne pénétrait pas dans cette rue. Les gens l'ont vite appris, mais l'ont aussi imposé. A la nuit tombée, lorsque la police chassait les gens de la rue principale, les gens reculaient d'un bloc ou d'un demi bloc, et c'était souvent à partir de là où ils tiraient sur la police. Quand les flics patrouillaient sur la rue principale, ils se faisaient tirer dessus à partir des rues latérales. Chaque fois qu'un policier s'aventurait dans les rues secondaires, les gens se repliaient un peu plus loin encore dans les quartiers, et s'il essayait de les suivre, il se faisait tirer dessus à partir des buissons, des maisons, des voitures. Les gens ont brûlé des ordures dans les rues afin qu'ils ne puissent pas entrer. C'est donc ce qui s'est répété nuit après nuit : les gens combattaient à West Florissant jusqu'à ce que la présence policière écrasante (y compris avec les gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc) les chassent de cette rue principale. Ensuite, soit ils se battaient pour garder la police hors des quartiers, soit ils attendaient que le gaz se disperse pour aller se battre à nouveau dans la rue.*

*** En repensant au campement de la Commune d'Oakland, il est évident que la création d'un espace où la police ne pouvait pas entrer a été crucial pour cette lutte. Mais ce que je trouve encore plus merveilleux était que c'était plus qu'un simple zone défensive; c'est devenu une base où d'autres attaques pouvaient être menées. A plusieurs reprises, des manifestations ont pu partir du campement; et parce que les caméras des médias n'étaient pas autorisés à l'intérieur, c'était relativement sûr pour les personnes de changer de vêtements et de mettre des masques. Dans près d'une douzaine de cas au cours des premières semaines du campement, des bureaux et des véhicules de police à proximité ont été saccagés. Penses-tu que l'espace arraché à Ferguson, au QT et ailleurs, a contribué à diffuser des manœuvres offensives, au-delà d'être un espace pour se rassembler et se défendre ?

+++ *Je pense qu'il y avait un peu des deux. Il y avait des moments pendant la nuit où les gens pouvaient être là et s'organiser pour aller piller plus loin. Les gens auraient peut-être pris l'initiative de le faire, même s'ils n'avaient pas été à Ferguson sur cette route, mais je pense vraiment qu'être là ensemble avec tout le monde a permis aux gens de commencer à agir collectivement. Nous étions là-bas une nuit et les gens ont commencé à scander « Walmart ! Walmart ! » et tout le monde a commencé à courir vers sa voiture, à faire des donuts, et à décoller. Walmart était à six kilomètres de l'endroit où les émeutes avaient lieu, et sans le contexte d'un endroit où les gens peuvent discuter de « oh nous devrions aller piller Walmart ! » et se sentir en sécurité et suffisamment à l'aise pour le faire, je ne pense pas que cela se serait passé. A certains égards, ça a permis ce type de diffusion. Mais, d'autres égards, je pense que ça ne l'a pas fait, parce que les gens étaient si attachés à cet espace qu'ils avaient libéré (et ça sentait vraiment comme un espace libéré) que les gens ne pouvaient pas imaginer de le diffuser ou de le quitter. Les gens étaient tellement concentrés sur le QT et Canfield et West Florissant, qu'il semblait difficile d'imaginer*

les émeutes se propager à un autre endroit. Cet espace était devenu si important pour les gens, et pour cela aussi qu'ils étaient prêts à faire beaucoup pour le défendre. Donc, dans une certaine mesure ça a été utilisé comme un espace pour planifier des attaques ou des expropriations dans d'autres parties de la ville, mais la rébellion ne s'est jamais vraiment propagée bien au-delà de la zone centrale.

*** C'est une source d'inspiration que de t'entendre parler d'une partie de Ferguson comme d'un espace libéré, parce que c'est de la même façon que beaucoup d'entre nous considéraient le campement de la Commune d'Oakland. La première chose qui est arrivé quand nous avons pris la place a été de changer son nom en Oscar Grant Plaza, et c'était presque comme si une incantation avait été prononcée. Les choses semblaient différentes quand on y était. Beaucoup de gens ont parlé du fait qu'ils sentaient le temps différemment lorsqu'on était dans cet espace ; les préoccupations et les pressions de leurs relations et de leurs boulots et toutes les choses qui pèsent habituellement sur eux semblaient s'évanouir lorsque les gens entraient dans le campement. Je pense que plus de choses semblaient être possibles dans cet espace, et pour moi c'était quelque chose que je n'ai pas connu ailleurs - cette immense ouverture de possibilités et la capacité de parler aux gens d'une façon qui semblait auparavant impossible. Cela sent comme un monde entièrement différent, si loin d'une vie de travail et des responsabilités et des indignités. Dans un sens, c'est peut-être ce qui est en jeu dans la création d'espaces comme celui-ci : la création de lieux magiques où on peut découvrir de nouvelles choses sur nous-mêmes.

+++ *Complètement. De beaucoup de façons, cela semblait similaire. Un des petits rôles que les anarchistes ont eu était d'insister sur un changement de nom pour le QT; les gens ont commencé à l'appeler Mike Brown Plaza, comme une sorte de réminiscence du mouvement d'occupation. Il était clair que nous n'avions pas reçu le droit de nous réunir, de manifester ou d'autre chose. Tout le monde savait que nous ne pouvions faire ce que nous faisons parce que nous l'avions pris. Et à cause de cette connaissance que nous avions pris le pouvoir des mains de la police, du maire et du gouverneur, l'espace est devenu incroyablement important pour les gens. Donc oui, une chose semblable est arrivée. Le temps n'avait plus de sens. D'une certaine manière vous étiez là et tout d'un coup huit heures avaient disparu. Je me souviens d'une nuit, nous étions tous à traîner, il y avait eu beaucoup de pillages, le magasin d'alcool était en feu et nous étions tous assis autour en train de le regarder brûler, et cet homme dit : « fuck, quelle heure est-il !? Je dois aller travailler demain. » Notre amie riait parce qu'elle devait aussi aller travailler le matin et elle a demandé, « vous voulez vraiment savoir » et il a répondu « non, fuck that ; on s'en fout du temps. Nique le travail, ça n'a pas d'importance. » Et il est reparti faire la fête. Donc oui, les choses ont changé, et comme tu l'as dit, la capacité de parler aux gens a vraiment changé. Saint-Louis est un endroit où la ségrégation est incroyablement forte, où la tension raciale est réelle et viscérale, mais là la pression est redescendue. Les gens pouvaient voir qui était là. Les gens pouvaient voir, oh tu es ici, je suis là aussi, c'est une chose que nous partageons en commun et qui peut nous lier. Cela était particulièrement vrai entre les gens qui militaient dans le soulèvement. Un respect*

mutuel s'est développé parmi les gens qui se battaient. Donc, c'est devenu beaucoup plus facile de parler aux gens. Ces identités, ces contraintes que la société met sur nous pour nous maintenir séparé, ont commencé à disparaître, même juste pour de brefs moments. Evidemment, il y avait encore pas mal de dynamiques intenses autour de la race et des genres ou des motivations perçues par les gens, mais d'une certaine façon cela commençait à se dissoudre.

*** En repensant à la Commune d'Oakland, et à quel point le campement a été important dans la création de ce type de possibilités et de relations, il devient évident que le revers de la médaille est que tout a semblé disparaître après que le campement ait été attaqué et repris. Une fois que la police a imposé une occupation militarisée totale de l'espace et rendu impossible de le récupérer, ça a vraiment été ressenti comme le début de la fin. A partir de là, il a semblé que toute tentative de créer des espaces similaires ou de maintenir l'élan seraient purement et simplement écrasés. Je me demande donc comment l'encercllement et la ré-occupation (par la police) du QT a touché ce qui se passait dans les émeutes, voire pas du tout.

+++ Ça pourrait être une coïncidence, mais il me semble exact que le jour où ils ont clôturé le QT (une dizaine de jours environ après le début des émeutes), a été la première nuit où la paix sociale est revenue dans les rues de Ferguson. Après avoir été dépossédés de cet espace, les gens ne se sont plus sentis en capacité de se rassembler et ont perdu cet espace très important socialement. Donc beaucoup de la combativité a disparu. Les gens étaient aussi fatigués, et la garde nationale était dans les rues, tout cela combiné avec la récupération des gauchistes et des chefs religieux a permis d'en finir. Ce fut vraiment un coup dur pour le soulèvement de perdre le QT, et ensuite de perdre les rues de West Florissant.

*** Pour moi, cela soulève la question de la relation des anarchistes aux espaces comme ceux-ci, où des types de rébellions auparavant inimaginables se jouent. D'autres qui ont participé à des moments semblables, où l'activité des gens ordinaires dépasse largement ce que les anarchistes font, ont posé la question de savoir comment agir avec eux ou pas. Il semble qu'il y ait au moins deux idées. L'une est d'être présents, au milieu des autres, de partager les connaissances et les perspectives tactiques que nous avons; être dans la foule en aidant à pousser les choses plus loin là où nous le pouvons. Une autre idée est que plutôt que de participer dans les rues à ces lieux spécifiques (les plazas, etc.), nous pourrions avancer notre propre projetualité ailleurs et pourrions trouver d'autres ouvertures et des moments pour agir et mener à bien nos intentions. Sur la base de tes expériences à Ferguson, que penses-tu sur cette question ?

+++ Je ne pense pas qu'il s'agisse vraiment d'une dichotomie où on devrait choisir l'une ou l'autre. A Ferguson, je pense qu'il était vraiment très important d'être là, en particulier en tant que groupe en grande partie blanc, à faire des pas pour dissoudre la ségrégation et la tension raciale qui existent dans cette ville en agissant en solidarité avec les autres ; et aussi pour créer des liens. En outre, beaucoup d'entre nous n'ont jamais connu ce type de rébellion et je pense que c'était important d'avoir ce genre d'expérience

dans les rues; d'expérimenter à quoi ressemble de lutter collectivement et de se battre. Je ne pense pas que cela signifie nécessairement que les gens ne devraient pas faire d'autres choses aussi. Quand nous étions là-bas, nous nous sommes retrouvés rapidement dépassé par d'autres rebelles. Donc, même si vous croyez en une avant-garde anarchiste, cela n'a pas été possible parce que les gens étaient déjà beaucoup plus avancés que ce à quoi la plupart des anarchistes étaient préparés. De plus, en raison de certaines tensions raciales, ceux qui étaient perçus comme des personnes extérieures blanches ont dû limiter leurs façons de participer, à suivre plutôt que de prendre l'initiative. C'était un contexte tellement tendu que les choses pouvaient vraiment aller dans chaque direction à tout moment, ce qui était vraiment bizarre. En même temps c'était incroyable d'être là avec les gens et de lutter ensemble. Donc, je pense que c'est très important pour nous en tant qu'anarchistes de participer au cœur du soulèvement.

En outre si, en tant qu'anarchistes, nous avons développé un ensemble d'outils spécialisés que nous avons forgés au fil des ans comme anarchistes dans les rues, nous devrions réfléchir à la façon de les utiliser dans des moments critiques dans différentes parties de la ville, ce qui pourrait avoir un grand impact ou aider les choses à se propager à un autre endroit. Une des choses plus chouettes qui ont eu lieu dans un endroit différent a concerné l'approvisionnement en lacrymos et en gaz au poivre qui étaient expédiés. Il y avait un centre de distribution dans le Minnesota où des travailleurs en grève sauvage ont refusé de livrer tout gaz à Ferguson. Ceci ne concerne pas spécifiquement les anarchistes, mais il est intéressant de remarquer qu'il existe des endroits clés où nos ennemis peuvent subir un coup critique en ne recevant pas les fournitures ou les renforts dont ils ont besoin dans les rues. Cela peut limiter leur capacité d'action. Je pense que les anarchistes devraient faire les deux, nous devrions être dans les rues et nous devrions penser à des façons d'aider la situation à se développer et à durer plus longtemps; saboter les tentatives de la police de recouvrer la paix sociale; imaginer comment les choses peuvent se propager; regarder et étudier la ville pour que d'autres étincelles puissent s'allumer; montrer des signes de perturbation à travers toute la ville, même des tags ou de petites attaques - tout a compté lors de ces semaines-là.

*** Il semble que certains des autres trucs que les anarchistes peuvent faire dans ces situations inclut d'encourager les gens à porter des masques, attaquer les systèmes de surveillance, essayer de saper les manières les plus sinistres ou subtiles de récupération ou les tentatives gauchistes de reprendre le contrôle. Ces choses sont presque constantes, que nous devrions nous y attendre et avoir une perspective stratégique sur cette question.

+++ Je peux dire avec certitude que les anarchistes ont créé la culture - presque à eux seuls - de porter des masques. Alors que les premières nuits des gens disaient ouvertement « pourquoi devrais-je porter un masque !? Je suis fier de ce que je fais, je veux que les gens sachent que je suis en train de faire cela » en commettant les délits les plus fous, plus tard dans la semaine, c'était presque devenu une mode d'avoir une chemise autour de la tête. Je pense qu'une autre contribution des anarchistes pour créer un espace sûr pour que les personnes puissent engager des actions plus comba-

tives a été d'attaquer les équipes des médias et de les dégager de la rue, ou au moins derrière les lignes de police. Avant ce moment, il y avait des dizaines d'équipes de tournage prenant des images de pillards, dont beaucoup ne portaient pas de masques ou avaient des tatouages visibles.

*** Il semble qu'il existe des possibilités pour toutes sortes de gens, y compris les anarchistes, lorsque ces situations éclatent - à la fois dans l'épicentre et à la marge -, pour trouver une sorte d'auto-réalisation individuelle mais aussi pousser ses propres projets un peu plus loin. Ce faisant, ils pourraient également aider à étendre le conflit social, et je pense que c'est à l'intersection de ces possibilités que certaines des choses les plus palpitantes se produisent. Il semble plutôt clair que beaucoup de ce dont nous avons parlé jusqu'à présent porte d'une manière ou d'une autre sur l'identité, et je pense que dans ces situations conflictuelles nous pouvons comprendre comment l'identité joue contre nous. Un constat de base qu'ont beaucoup de gens issus des luttes de la Bay Area, qu'il s'agisse de la rébellion à Oscar Grant ou des occupations, est l'idée que l'identité est un instrument utilisé par l'Etat pour continuer de séparer les gens et renforcer les rôles sociaux que les gens sont censés jouer. Il était aussi évident que, dans ces moments de rupture, les identités ont commencé à s'effriter et à tomber. C'est pour cela que l'Etat tente d'abord de reprendre le contrôle à travers la logique de l'identité, en rétablissant les catégories d'identité qui étaient précédemment mises de côté. D'après ton compte-rendu et celui d'autres, il semble que cela était également en jeu à Ferguson.

+++ *Ceci est certainement vrai, et je pense que l'Etat dans la Bay Area a perfectionné l'utilisation moderne de l'identité comme une forme de contrôle, en particulier dans des situations comme la Rébellion Oscar Grant. Après avoir vu ce qui c'est arrivé là, c'est très intéressant de voir les parallèles, mot pour mot, dans la façon dont l'Etat a répondu ici. Après la première nuit d'émeute, le shérif est venu presque instantanément pour dire : « il s'agit d'un petit groupe d'agitateurs blancs, anarchistes, extérieurs qui sont venus et ont suscité les choses ». Pour moi, il était évident que c'était une tentative préventive de mettre un terme à toute sorte d'unité raciale. Historiquement, la racialisation des situations a été l'une des premières mesures prises par l'Etat pour étouffer les rébellions. Qu'il s'agisse des rébellions de classe contre l'Etat au 17e ou 18e siècle ou des rébellions anti-police de la dernière décennie. Le terme « agitateurs extérieurs » a été utilisé effectivement pour la première fois aux Etats-Unis dans les années 60 par un shérif du sud pour décrire des blancs qui descendaient pour collaborer et se battre avec les noirs contre la ségrégation. En étant dans ce soulèvement, je ne me suis jamais senti aussi proche de gens qui faisaient des pas concrets pour briser leurs identités fondées sur la race, le genre, la classe, le fait d'être anarchiste, etc. Bien sûr, ces identités n'avaient pas entièrement disparu, et il y avait encore beaucoup de dynamiques en jeu basées sur elles, mais elles commençaient à faiblir. Et c'est donc l'une des premières choses que l'Etat (et les nombreux micro-Etats, ou ceux qui cherchaient à prendre le contrôle de la situation) a tenté de rétablir. C'était visible comment lorsque la police a parlé d'« anarchistes blancs », certains groupes gauchistes ont immédiatement adopté le même langage. Il y avait aussi un fort encouragement de plusieurs groupes*

plus « radicaux » comme la Nation of Islam et le New Black Panther Party pour racialiser les choses. Ils étaient dans les rues en tentant de développer l'axe que cette question serait une question des noirs, et que c'était une lutte pour le black power. Contrairement aux gauchistes et aux politiciens, ces groupes étaient dans les rues tous les soirs, mais c'était toujours plus évident que leurs tentatives de racialiser les choses visaient seulement à prendre le contrôle d'une foule et à pousser leur agenda politique.

*** Il semble que le genre était aussi un facteur clé. J'ai entendu des comptes-rendus d'Al Sharpton et d'autres appelant à ce que des « hommes noirs forts » aillent aider la police lors des manifestations, et à ce que les jeunes hommes qui participaient aux émeutes « grandissent et deviennent des hommes » en aidant à mettre fin à l'émeute, ou appelant aussi les femmes à rentrer chez elles « pour être avec leurs enfants ». Il semble que le genre était un axe aussi évident que la race utilisé par les politiciens pour essayer d'étouffer les choses.

+++ *Ouais, c'était en fait vraiment drôle de voir le va-et-vient de ces mêmes groupes. Les gauchistes qui tentaient de prendre le contrôle étaient là à parler de comment tous les émeutiers étaient des jeunes hommes et qu'il n'y avait pas de personnes âgées ou de femmes afin de discréditer les émeutes. Tout d'abord, ce n'était pas vrai, il y avait beaucoup de types différents de gens là-bas pour se battre. Encore plus drôle a été leur proposition de créer des choses comme « les disciples de la justice » d'Al Sharpton, qui se composaient de 100 hommes noirs qu'il a appelé à reprendre les choses en main. Ils ont vraiment poussé ces rôles de genre, en disant que les femmes étaient censées rentrer à la maison ou rester à l'arrière, « il y a des femmes et des enfants ici, c'est dangereux », ou une nuit lorsque la Nation of Islam était là pour dire « ramenez vos femmes à la maison! ». Quand tu prends du recul et que regardes la situation, il est évident que les personnes qui discréditent les émeutes parce qu'elles comprenaient en grande partie des hommes dans la vingtaine, étaient les mêmes partis ou travaillaient avec les mêmes partis qui tentaient de dégager la nuit les femmes et les enfants hors des rues, en essayant d'arrêter les combats au nom de la défense « des femmes, des enfants et des personnes âgées » présents dans les rues. Mais le fait est que dans les rues la nuit, quand c'était conflictuel, les gens ne l'acceptaient pas. Chaque fois que des gens ont essayé de racialiser les choses ou de renforcer des rôles de genre stricts du type les hommes devraient être les combattants et les femmes doivent rentrer à la maison, les gens l'ont activement refusé, leur ont gueulé dessus, leur ont dit de se casser, leur ont dit « fuck you, c'est notre lutte ».*

*** Il y a une façon vraiment subtile, très intentionnelle, que l'on peut voir dans la Bay Area comme à Ferguson, où l'Etat, les médias, les gauchistes, la police, poussent tous la même ligne. C'est une tentative de saisir cette folle violence racialisée, cette campagne quotidienne d'extermination contre principalement les jeunes hommes noirs, et de la transformer en une « question » limitée autour de quelques flics racistes ou du besoin d'une poignée de petites réformes de la police ou de la justice. Ce faisant, ils mystifient le fait que la race n'est pas une « question », mais que la race et la violence raciale sont le fondement de ...

+++ *La société américaine !*

*** Oui, toute la misère qui est imposée aux gens ici.

+++ *Ouais, c'est pour cela qu'ils essaient immédiatement de réduire les choses à une seule question. Parce que ces rébellions et des moments comme celui-ci font éclater vraiment le potentiel de ce qui peut arriver. Les gens parlaient de comment ce n'est pas une question, que ça ne concerne pas seulement Ferguson, que ce n'est pas une chose de noirs et de blancs. Ce sont les gens contre les bleus, c'est quelque chose de systémique. Cela a cessé d'être une question, ça a été un point de rupture. Ce n'était pas qu'une émeute anti-police, c'était une insurrection contre la société dominante, contre la façon dont les choses existent, contre la classe, la suprématie blanche. Ça ne concernait plus juste un mauvais flic, ou la justice. Ce que veulent les gens c'est la liberté, et nous avons commencé là-bas à nous imaginer comment faire des pas dans cette direction. Et cela est terrifiant pour les gauchistes, les politiciens et tous ceux avec toute sorte de confort dans ce monde qu'ils pourraient perdre. Il est donc logique que ces groupes aient unifié leurs forces afin de calmer les choses et de rétablir la paix. La gauche parle de prendre des mesures réformistes et toutes ces conneries, mais les gens ont pu voir qu'à travers elles, il ne s'agissait que d'une tentative de les renvoyer dans les mêmes vieilles cages de toujours.*

*** A côté de cela, une autre manière de penser la question concerne le regard sur l'identité anarchiste. Et que de la même manière que les barrières genrées et raciales qui nous séparent et nous empêchent parfois d'agir, l'identité anarchiste se dissout aussi dans ces moments. D'une part vous avez toutes sortes de gens, des anarchistes ou non, propageant des activités anarchiques, des incendies, des pillages. Et puis de l'autre côté, vous avez toutes sortes de gens qui ne sont pas anarchistes mais sont pointées comme tels par les médias. Donc, pour ceux d'entre nous qui sont anarchistes et ont choisi de participer à ces luttes, cela cesse presque d'avoir de l'importance qui est anarchiste et qui ne l'est pas. Ou peut-être que cela nous importe, mais pas au sens large.

+++ *Idéalement, j'aimerais penser que l'identité anarchiste se dissolvent également dans une telle situation. Quand il y a un soulèvement, cela fait sens de perdre sa propre identité. Ne pas perdre son éthique ou ses idées ou ses désirs ou les tensions qu'on possède contre le monde d'un point de vue anarchiste, mais perdre la manière dont toute identité peut être utilisée contre nous. On l'a vu quand l'Etat a collé une étiquette d'anarchistes sur les gens et a essayé d'utiliser cela pour séparer les militants dans la rue. Je pense que c'est important d'abandonner ces identités et de laisser tomber tout bagage social que nous avons en participant à un milieu anarchiste, pour le meilleur ou pour le pire. Une chose à laquelle je pense, et je n'entends en aucun cas en parler mal, mais je me souviens que pendant les émeutes de Londres, une situation où le pays tout entier était en feu, la FAI a revendiqué une attaque contre deux ou trois voitures. Et bien que je respecte hautement l'attaque et les personnes qui ont risqué leur sécurité pour mener à bien cette opération, cela ne fait pas sens dans mon esprit de s'isoler et de se démarquer de cette façon. Nous devons agir, mais nous ne*

devons pas agir afin de nous séparer des gens. Donc oui, je pense que c'était important pour l'identité anarchiste de se dissoudre aux côtés de toutes les autres identités.

*** Dans un certain sens, des moments comme ceux-là sont une clarification en termes de pourquoi nous nous battons et pourquoi nous faisons ce que nous faisons. Je dirais que pour les anarchistes, en particulier ceux d'entre nous qui désirent l'insurrection, ce qui est en jeu n'est pas une lutte pour affirmer une identité anarchiste ou une idéologie, mais pour réellement se battre pour l'anarchie.

+++ *Certainement.*

*** Les dernières réflexions et questions que je me pose concernent ce qui peut arriver dans les prochains mois et ce qu'on peut faire maintenant. L'espace qui a été créé à Ferguson n'est plus là, mais les tensions qui ont conduit à cette révolte existent toujours. Et les milliers de personnes qui ont participé à cette révolte portent en eux leurs expériences et les transformations qu'ils ont traversé. Tout cela continue, et il semble tellement intuitif que les choses vont continuer aussi. C'est juste une question de comment nous pouvons propager les choses et comment ceux d'entre nous qui ne sont pas à Ferguson peuvent exprimer notre solidarité quand c'est nécessaire.

+++ *Franchement, je n'en sais rien. Il semble que la ville ne sera plus la même après ce soulèvement. Les choses semblent différentes et les tensions sont toujours là. D'une manière, on a l'impression qu'un bouchon de vapeur a explosé et qu'un peu de colère a été libérée au cours des douze jours d'émeute. C'est difficile de communiquer avec les gens à cause de l'étendue et de l'aliénation de la ville, mais je pense que c'est important de continuer à montrer des signes de désordre, qu'il y ait des attaques visibles et des gestes de résistance. Même la gauche commence à y prendre pied et à organiser de grandes journées d'action. C'est entièrement de la récupération, mais il reste encore de grands groupes de personnes qui refusent d'être contrôlées par ces politiciens et activistes, et c'est donc logique de s'y engager. Simplement pour les perturber ou pour les pousser dans des directions différentes. Je pense aussi que c'est logique d'agir conjointement, mais en dehors de ces événements. Nous sommes à un moment crucial, où tout est remarqué, et cela nous donne une situation où, comme anarchistes, nous pourrions être en mesure d'introduire de nouvelles analyses, de nouvelles tactiques et étendre avec succès les choses sur de nouveaux terrains, à la fois littéralement et métaphoriquement. Quant à ce que les anarchistes ailleurs peuvent faire ... bien que je pense que les attaques de solidarité sont toujours impressionnantes et que je ne veux pas les décourager, je pense qu'en général seuls les anarchistes les voient. Cela n'est pas nécessairement une mauvaise chose, cela nous donne de la chaleur et de la force de voir que d'autres attaquent, mais je pense que ça fait du sens pour les rebelles de réfléchir sur comment les choses pourraient se propager et comment ils peuvent agir afin d'inspirer la révolte là où ils vivent. Et pas que d'une manière qui pourrait avoir une incidence ou décourager les efforts de la police à Ferguson. Donc, je ne suis pas entièrement sûr de savoir à quoi cela pourrait ressembler, mais je sais que les gens sont créatifs.*



LA RÉSISTANCE DE KOBANI - UN EXEMPLE DE SOLIDARITÉ SÉLECTIVE

Octobre 2014 - Syrie

La résistance héroïque du peuple de Kobani dans leur combat contre le massacre par les fascistes de Daesh (EIL) depuis mi-septembre, a inspiré un élan de solidarité internationale. Nombreuses articles et communiqués ont été rédigés, des protestations ont eu lieu dans des villes aux quatre coins du monde. Des Kurdes ont passé la frontière turque pour aller aider leurs compatriotes dans la bataille, malgré la répression brutale par les forces turques. D'autres encore, comme les compagnons turcs du DAF (Action Anarchiste Révolutionnaire), sont allés vers la frontière pour contribuer à la garder ouverte afin d'aider les réfugiés qui fuient vers la Turquie. Des appels à armer les forces kurdes ont été lancés, ainsi que des appels à la solidarité avec le DAF et à envoyer de l'aide pour les réfugiés. Mais cette solidarité avec les Kurdes de la Syrie n'a pas été étendue à des groupes non-kurdes dans le pays qui se battent, et meurent, depuis des années pour secouer le joug du fascisme et de la répression, pour la liberté et l'auto-détermination. On dit souvent incorrectement que le sectarisme est au cœur du conflit syrien. Il faut alors comprendre jusqu'à que mesure le sectarisme affecte aussi notre réponse.

Le mouvement contre Bashar Al Assad qui a surgi en 2011 a rassemblé des gens au-delà des différences religieuses et ethniques dans une lutte commune pour la liberté. Kobani n'était pas une exception. Les Kurdes, qui sont la majorité dans la ville, ont longtemps souffert sous la politique d'arabisation du régime baathiste, et ont été parmi les premiers à se soulever quand la révolution syrienne a commencé. Dans ce mouvement de révolte, à partir de mi-2012, Kurdes et Arabes à Kobani appellent ensemble à la chute du régime et chantent en faveur de l'Armée Syrienne Libre (ASL), hissant le drapeau kurde à un moment où cela était un dangereux acte de défiance. Mais dès ses premiers jours, le mouvement syrien de révolte à Kobani et ailleurs a échoué à gagner un soutien international. Si le contraire s'était passé, le pays n'aurait pas été détruit à un tel degré permettant l'EIL de prendre le contrôle de vastes zones.

Ces dernières trois années, les rapports entre Arabes et Kurdes syriens ont été fragiles et fluctuants. Ils ont été l'objet autant de la manipulation par le régime d'Assad des divisions ethniques que de machinations politiques par les politiciens de l'opposition, des deux groupes, qui

ont placé leurs propres intérêts et agendas au-dessus de la vision de liberté qu'anime le peuple. Mais malgré cela, des activistes là-bas ont continué à souligner l'importance de l'unité populaire kurde-arabe et de la résistance contre les divisions ethniques et sectaires. Peu de communiqués de solidarité internationale ont fait écho à ces appels.

L'absence d'arabes sunnites dans les discours à propos de la lutte contre Daesh est remarquable. Très peu d'articles ont mentionné que des combattants de bataillons de l'Armée Syrienne Libre sont aussi en train de risquer leur vie pour rejoindre leurs compatriotes kurdes dans la défense de Kobani contre les extrémistes religieux, ou que ces dernières semaines, il y a eu une coordination majeure entre formations militaires kurdes et arabes. Le 10 septembre 2014, des brigades locales de l'ASL se sont jointes aux Unités de Protection du Peuple kurdes (YPG) pour mettre sur pied une opération commune, baptisée Burkan Al Firat (le Volcan de l'Euphrate) contre Daesh. Dans les bataillons impliqués, il y avait par exemple Liwa Thuwar Al Raqqa (Brigade Révolutionnaire de Raqqa), Shams Al Shamal, Al-Tawhid (l'est), Saraya Jarablus et d'autres groupements plus petits. Cette alliance stratégique n'a pas seulement renforcée l'unité kurde-arabe à un moment crucial, mais a aussi apporté des expériences précieuses à la résistance de Kobani vu que l'ASL est en train de se battre contre Daesh depuis le début de l'année. Dans le communiqué du 19 octobre, le PYD affirme que « *La résistance déployée par nos unités YPG et par les fractions de l'Armée Syrienne Libre est une garantie pour la défaite du terrorisme de l'EIL dans la région. Contre le terrorisme et la construction d'un Syrie libre et démocratique sont les bases de nos accords avec l'Armée Syrienne Libre. Comme nous le voyons, le succès de la révolution dépend du développement de ces rapports entre toutes les fractions et les forces du bien dans ce pays.* » [sic]

Comme leurs compatriotes kurdes, les bataillons de l'Armée Syrienne Libre se battent contre Daesh à Kobani avec un armement largement inférieur. Tandis que les Daesh possèdent un armement lourd de fabrication américaine capturé en Iraq, les combattants syriens (kurdes et arabes) disposent uniquement d'armes légers et de munitions limitées. Tant les YPG que l'ASL ont appelé la communauté internationale à leur fournir des armes lourdes. Soutenir l'appel à l'armement de la résistance est primordiale pour permettre au peuple de la région de se défendre contre l'annihilation. Cela réduirait aussi le besoin ressenti d'une intervention militaire directe par des forces externes, qui opèrent selon leurs propres agendas, totalement opposées aux intérêts de la lutte populaire.* Dans le soutien à de tels appels, il faudrait faire la distinction entre 1) le soutien à une large coalition de forces locales contre le fascisme et à une lutte populaire qui cherche à détruire tant que possible l'ancien régime, tout comme le soutien du droit à l'auto-défense de tout peuple contre le massacre (y compris leur droit à accepter les armes, d'où elle proviennent, si la nécessité le demande) et 2) le soutien à des projets

politiques ou des groupements qui revendiquent le pouvoir dans une phase postrévolutionnaire et qui nécessairement annuleront les conquêtes de la révolution. Ces projets et ces groupements doivent être résistés.

Une grande partie de la solidarité internationale avec la lutte kurde trouve son origine dans le soutien à l'inspirante révolution sociale de Rojava. Les zones à majorité kurde, Afrin, Jazira et Kobani, ont réussi à fonder la Région Autonome suite à la retraite des troupes d'Assad en juillet 2012. Un Contrat Social a été élaboré pour souligner le désir de « construire une société libre d'autoritarisme, militarisme, centralisme et d'intervention d'autorités religieuses dans les affaires publiques ». Il affirme le principe d'autogestion local de tous les cantons de la région, où des conseils et de institutions publiques seraient établis par des élections directes, unis dans une confédération décentralisée. Le pacte promeut l'unité et la coexistence de différents groupes ethniques et religieux dans la région, le respect des droits de l'homme et la fin de la discrimination basée sur le genre. Il affirme finalement le droit du peuple à l'auto-détermination. Dans une réorganisation radicale de la société, tendant vers un confédéralisme démocratique, le peuple de Rojava a formé des conseils et des communes à travers le Kurdistan occidental afin d'auto-gérer leurs communautés dans les domaines tels que la santé, l'éducation, le commerce et dans la gestion des problèmes à laquelle la communauté se voit confrontée. Ceci donne un puissant exemple de formes alternatives d'organisation sociale opposées au contrôle centralisé et autoritaire. Tandis que de tels développements de démocratie radicale sont un flambeau de lumière dans ce qui est en train de devenir rapidement une région d'obscurité, des antiautoritaires ne devraient pas romancer le Parti d'Union Démocratique kurde (PYD). En parlant de la fondation de la Région Autonome, l'anarchiste syrien-kurde Shiar Neyo dit :

« *Du point de vue du PYD, c'était une occasion en or pour imposer son autorité et étendre son sphère d'influence dans les zones kurdes en Syrie. Ce pragmatisme politique et le soif pour le pouvoir sont deux facteurs importants pour pouvoir comprendre les rapports du parti avec le régime, la révolution, l'ASL voir les kurdes mêmes. Ils aident aussi à expliquer les nombreuses phénomènes qui semblent troubler certains commentateurs et analystes, comme la suppression par des forces PYD d'activistes indépendants et de ceux qui sont critiques envers la politique du parti, dans un mode qui ressemble à celui du régime baathiste. Pour donner un exemple, on peut citer le massacre d'Amuda en juillet 2013, quand les Unités de Protection du Peuple (YPG) ont ouvert le feu sur des manifestants désarmés, ou encore la fermeture de la nouvelle station de radio indépendante Arta en février 2014, sous prétexte qu'elle n'avait pas de « licence ». Les forces du PYD ont aussi attaqué des membres d'autres partis politiques kurdes et en ont arrêtés un certain nombre avec des excuses variées ; ils ont mis la main sur les ressources de nourritures et financières dans les zones kurdes et les distribuent d'une façon injuste, basé sur le*

favoritisme politique, et ainsi de suite. De telles pratiques rappellent les gens, avec raison, aux pratiques opprimeuses du régime d'Assad. »

Il existe donc une tension évidente entre l'autoritarisme de la vieille garde du PYD qui maintient sa vision hiérarchique du haut vers le bas, et les milliers de Kurdes qui croient, et sont en train de tenter de le réaliser, en la démocratie radicale d'en bas et qui devraient être soutenus dans ce but. Mais la région kurde de la Syrie n'est pas le seul endroit où une révolution sociale est en train de mettre en place des façons radicalement nouvelles de s'organiser, même s'il est vrai qu'elle a pu bénéficier de plus d'espace et de stabilité comparée à d'autres régions du pays. Des expérimentations d'auto-organisation locale et autonome sont une caractéristique fondamentale de la révolution syrienne, et des centaines de comités et de conseils locaux ont été formés pour gérer les services de base et de coordonner les activités révolutionnaires. Mais il paraît que ces gens-là ne mériteraient pas de solidarité internationale parce qu'ils n'ont pas de leader qui s'est converti au municipalisme libertaire. C'est qu'ils n'ont pas de leader du tout et que ces formes d'organisation horizontale sont émergées spontanément d'en bas comme une réponse à la destruction de l'Etat.

En plus, pendant que l'attention du monde focalise sur Kobani, des luttes ailleurs ne sont pas attirées les projecteurs des médias. En août, les gens de Deir Al Zour, la majorité appartenant à la tribu d'Al-Sheitat, ont mené une résistance courageuse contre les Daesh. Les jours suivants, en affrontant seuls les fascistes, cette résistance a été presque anéantie et 700 personnes ont été exécutées par les Daesh. Ce massacre répressif n'a pas causé de scandale mondial. Mais ce n'est pas pour autant que les gens de Deir Al Zour ont abandonné leur combat contre ISIS. Les dernières semaines, le Linceul Blanc (Kufn Al Abyaad) a tué environ 100 combattants de Daesh lors d'attaques de guérilla. Cette groupe de résistance populaire clandestine consiste d'environ 300 gens locaux, la majorité d'entre eux n'a jamais auparavant combattu, mais ils ont pris les armes qu'ils trouvaient pour défendre leurs familles et leurs communautés contre le massacre fasciste.

Pendant que le monde focalise sur l'avancée de Daesh au nord de la Syrie, des communautés ailleurs continuent la lutte contre le maniaque génocidaire Bashar Al Assad et ses milices sectaires qui ont intensifié leurs attaques contre les zones libérées depuis que les frappes aériennes des Etats-Unis ont permis au régime de libérer des ressources et des hommes ailleurs. Il y a eu peu de solidarité avec le peuple du district Al Waer à Homs, le dernier bastion rebelle dans une ville qui a été l'âme de la révolution. Al Waer était peuplé de 400 000 personnes, dont la moitié des gens d'ailleurs du pays qui ont fui les conflits. Depuis des mois, cette zone a été assiégée par le régime et ces dernières semaines, le régime a intensifié les bombardements, provoquant une crise humanitaire massive. Les appels à la solidarité avec Al Waer lancés par des activistes syriens sont tombés dans l'oreille de sourds.

Reste à voir si la solidarité internationale avec Kobani est basée sur l'ethnicité kurde de ses défenseurs (c'est-à-dire, ce ne sont pas des Arabes sunnites), sur le soutien à la position politique d'un parti (le PYD/PKK) ou sur le principe que tout peuple a le droit de se défendre contre la terreur, qu'elle provienne d'un fascisme religieux ou nationaliste, et que tout peuple a le droit de déterminer soi-même comment organiser sa vie et ses communautés. Si la solidarité internationale est basée sur cette dernière, alors celle montrée avec les Kurdes doit s'étendre à tous les Syriens révolutionnaires.

Leila Al-Shami

* Note: On ne voit pas comment « appelé la communauté internationale à leur [la résistance] fournir des armes lourdes » ne serait pas « une intervention militaire [indirecte] par des forces externes, qui opèrent selon leurs propres agendas, totalement opposées aux intérêts de la lutte populaire ».



NOTES SUR UN DÉBAT EN COURS AUTOUR DE L'ANONYMAT

Aversión - Juin 2014 - Espagne

Récemment a surgi un débat au niveau international sur la question des sigles, des signatures, de la paternité, des revendications etc., en définitive, à propos de l'identification et l'anonymat dans les luttes anarchistes et antiautoritaires.

A l'occasion de l'appel à une rencontre anarchiste qui s'est tenue à Zurich en Suisse en novembre 2012, et en guise de contribution préalable, quelques compagnons incarcérés en Grèce avaient écrit un texte dont une grande partie est dédiée à la question de pourquoi utiliser un sigle, une identité, un nom bien défini.

Peu après est apparu un texte avec le titre « *L'anonymat* », comme réponse et avec l'intention de générer un débat autour de la question. Le texte n'est évidemment pas signé et aborde plusieurs points. Il est paru d'abord sur le site de Indymedia Athènes et a ensuite été traduit et diffusé en plusieurs langues. Ce texte se voulait une continuation du débat qui a été tant de fois repoussé. La critique du texte des compagnons grecs n'était qu'une incitation pour faire en sorte que la question soit débattue, partout sur la planète, par les compagnons et compagnonnes qui l'estiment nécessaires : « *Vu qu'ils ont argumenté leurs propres choix, ce que pendant des années beaucoup d'autres anarchistes qui en partagent le parcours n'ont pas trouvé opportun de faire, rendant donc impossible tout débat sur la question, et ayant en-*

voyé leur texte à une rencontre anarchiste, il nous semble que leur intention d'ouvrir enfin une discussion sur ces thèmes est évidente. Ravis de leur décision, nous entendons ici apporter notre propre contribution. »

Peu après, quelques réponses ont tenté d'en finir avec le débat et d'autres contre-réponses, en différentes langues, à le poursuivre. Ces notes chercheront à aborder quelques traits des points centraux de ce débat.

Comment pourrions-nous aborder la discussion dans le contexte local, celui de la péninsule ibérique, sans que cela ressemble à un lointain débat ? C'est facile, il suffit de prendre des exemples répressifs actuels et locaux. Récemment, plusieurs compagnons et compagnonnes ont été arrêtés dans différentes circonstances, mais tous accusés d'appartenir à des organisations ou à des sigles. Par exemple, les arrestations à différents endroits dans la province de Barcelone de cinq anarchistes en mai 2013, accusés d'apologie de terrorisme et d'appartenance à un prétendu collectif « *Drapeau Noir* », qui n'était probablement qu'un profil Facebook. Ils ont été libérés après plusieurs mois de détention préventive en régime FIES.

Plus tard, en novembre 2013, dans la ville de Barcelone, cinq compagnons ont été arrêtés et accusés de plusieurs choses, dont l'appartenance à la FAI/FRI et aux GAC [*Grupos Anarquistas Coordinados*]. Les premiers acro-

nymes sont les sigles que tout le monde connaît déjà et que l'Union Européenne a illégalement il y a quelques années ; l'autre est le sigle d'une coordination anarchiste au niveau national qui n'a aucun rapport, ni dans ses intentions, ni dans son utilisation, avec le premier, mais dans lequel la police et le treillis judiciaire et médiatique ont trouvé un caramel succulent. Deux compagnons, Mónica et Francisco, sont toujours en détention préventive pour ces accusations.

Deux mois plus tard, cette fois-ci en Galice et à Ciudad Real, trois compagnons sont arrêtés et accusés d'appartenir à ADAI [*Acción Directa Anticapitalista Internacionalista*], un sigle avec lequel aurait été revendiqué une attaque incendiaire contre un cercle patronal à Vigo en décembre 2012. Après plusieurs jours de détention, ils sont libérés.

Dans ce débat sont avancés deux choses intéressantes qu'il conviendrait d'approfondir.

En premier lieu, la possibilité de maintenir un anonymat, pas tant pour une question de sécurité ou d'intention consciente de ne pas vouloir « passer à l'histoire » - parce que, en fin de compte, celui qui signe veut d'une manière ou d'une autre être reconnu, quel que soit son motif -, mais parce que si nous pensons vraiment que la révolte et la nécessité de la subversion n'appartiennent à personne, et encore moins à un groupe ou à une organisation, front ou fédération, et si nous pensons qu'il n'y a pas de hiérarchies et que tout doit être reproductible, alors pourquoi créer plus de barrières à cela ? Si une action, quelle qu'elle soit, n'est pas signée, c'est parce qu'elle n'appartient à personne. Si cette action fait partie d'un contexte concret - comme par exemple une lutte en cours - il existe encore moins de raison pour la signer, vu que cette action appartient à la lutte en soi, à tous ceux et celles qui la partagent.

En second lieu, maintenant oui, vient la question répressive. Comme on l'a esquissé à travers les exemples précédents (et ce ne sont pas les premiers), le Pouvoir tente d'utiliser des sigles afin de justifier l'existence d'une « organisation » et de cette manière pouvoir appliquer l'arsenal légal de l'*antiterrorisme*. Pour ceux qui ne le savent pas : l'accusation de terrorisme durcit automatiquement les conditions de détention (avec les jours d'isolement ou d'incommunication où personne ne sait rien sur les incarcérés) et avalise la torture, ainsi que des mesures particulières de détention préventive en appliquant des régimes stricts de détention comme le FIES, la dispersion, etc. Tout cela contre des accusés en détention préventive, vu que la simple accusation policière met tout l'appareil en marche.

Le texte « *L'anonymat* », qui comme on le disait a inauguré cette tentative de débat, fait remarquer que « Ces compagnons grecs négligent complètement de prendre en compte certains mécanismes répressifs, comme par exemple l'utilisation du délit associatif, que paradoxalement et involontairement ils encouragent dans leur fougue identitaire. Pour clarifier ce que nous voulons dire, donnons deux exemplaires historiques concrets. En Espagne, dans les dernières décennies du XIXe

siècle, il y eut beaucoup d'agitations sociales. Dans la Basse Andalousie en particulier, se multipliaient les incendies de vignobles et de récoltes, les coupes de bois illégales, les vols de bétail et aussi les assassinats. A la différence de l'anarchisme catalan, alors plus proche de positions legalistes, les anarchistes andalous maintenaient une certaine propension à l'action directe. C'est dans ce cadre que la Mano Negra fit son apparition en 1883, une fantomatique organisation anarchiste à laquelle les autorités attribuèrent un complot visant à tuer tous les propriétaires terriens de la région. S'il est vrai qu'elle suscita la sympathie de nombreux anarchistes andalous, il est vrai aussi que l'existence même de cette organisation reste ambiguë. Les auteurs de *L'Incendie millénariste*, les cangaceiros français Delhoyse et Lapierre écrivent par exemple : « ce nom a servi à désigner un ensemble d'actes et de sectes sans nom. Au total, l'ensemble des procès intentés contre les anarchistes andalous dans l'affaire de la Mano Negra se solda par 300 condamnations au bagne. »

Au-delà de la question de savoir si cette « signature » a été le choix réel d'une partie des compagnons andalous ou pas, il est en tout cas certain qu'elle a englobé d'un côté toutes les actions sans nom accomplies au cours de cette période, et d'un autre côté a servi à la magistrature pour prononcer des peines extrêmement lourdes contre ceux qui avaient participé aux différentes luttes sociales (en plus de justifier de nombreuses exécutions sommaires de subversifs). Les auteurs des innombrables petites actions se virent donc traqués et condamnés parce qu'accusés de participation à une bande armée dont ils n'avaient jamais fait partie (et qui peut-être n'existait pas).

Quelques années plus tard en France, se produisit un fait analogue. Les actions menées par certains compagnons individualistes seront attribuées à une « bande à Bonnot » qui n'existait que dans l'imagination du journaliste qui l'a inventée. En réalité, il n'y a jamais eu aucune bande structurée, mais seulement un milieu actif et effervescent de compagnons. Des individus se rencontraient, s'associaient pour une action, se séparaient, sans aucune homogénéité. Mais le spectre d'un « groupe organisé » fut agité par la magistrature, et utilisé pour incriminer des dizaines de compagnons dans des délits associatifs qui prévoyaient des peines plus importantes, et qu'il aurait été impossible d'infliger sans la création de ce fantasme organisatif collectif.

Mouvement social ou « branche » du mouvement anarchiste, dans ces deux cas les petites actions accomplies individuellement par des compagnons, expressions de ce bois obscur qu'est l'anarchie, seront fagocitées par une Organisation, par un Groupe, qu'il soit réel ou virtuel. L'Etat a tout intérêt à ce que cela se produise. D'un côté, il peut diffuser l'idée qu'il n'y a que quelques têtes brûlées qui le combattent, que toute tentative insurrectionnelle n'est que le fruit du complot de rares subversifs contre la volonté de très nombreux citoyens consentants, ôtant ainsi à la subversion son caractère social et généralisable. D'un autre côté, il peut avoir la main lourde contre ses ennemis, augmentant les condamnations grâce à l'utilisation du délit associatif. »

Face à la référence souvent répandue que dans d'autres mouvements, comme celui pour la libération animale, les sigles, comme c'est le cas pour le sigle-chapeau ALF (*Animal Liberation Front*), ont fonctionné comme des propulseurs à un niveau mondial, les compagnons nous rappellent que c'est « *parce que les actions accomplies à travers le monde par ces activistes se ressemblent, s'agissant généralement de libérations d'animaux* ». La différence est que les pratiques anarchistes ne se limitent pas à un type d'action en particulier, et tout ce qui cherche à les limiter est contraire à ses propres principes (autonomie, auto-organisation, etc.).

Malgré le fait que les compagnons grecs prétendent le contraire, il est inévitable que l'utilisation de certains sigles crée une hiérarchie de moyens et de types d'action. Cela crée alors de nouvelles divisions qui ne peuvent qu'affaiblir. Il y a ceux qui savent faire des

choses difficiles, les *durs*, les *dévoués*. Et puis il y a le reste, ceux qui se dédient à faire le *sale boulot* qui ne rentre dans aucun genre de sigle (bien au-delà de celui du syndicat) comme la propagande, les manifestations etc. Ainsi, nous qui pensons que l'anonymat donne de la force, nous la voyons justement dans la possibilité que les actions soient à la portée de chaque personne, anarchiste ou pas, de tous ceux qui les estiment utiles, nécessaires, judicieuses.

« *L'anonymat élimine le droit de propriété de l'auteur sur ce qu'il a fait, dépersonnalise l'action en la libérant de la particularité humaine qui l'a commise. Ce faisant, il permet que l'action devienne potentiellement un acte pluriel [...]. L'action anonyme n'a pas de propriétaires, n'a pas de maîtres, n'appartient à personne. Cela signifie qu'elle appartient à tous ceux qui la partagent.* »



A PROPOS DU DÉBAT EN COURS EN GRÈCE SUR LA QUESTION DE L'ORGANISATION INFORMELLE

2013 - Grèce

Quelques brèves mais substantielles observations à partir du texte d'appel « Pour une organisation politique anarchiste », signé par « Cercle du feu », Collectif anarchiste « dans la rue » et « Anarchistes pour la libération sociale ».

Ayant lu ce texte et considérant qu'on a suffisamment compris le cadre général et les aspects particuliers auxquels les compagnons qui signent cette initiative se réfèrent, on pourrait faire quelques remarques préliminaires sur les points suivants :

1. Les compagnons enfoncent des portes ouvertes au sens où en ce moment, du moins à notre avis, la majorité écrasante des individualités et des collectifs anarchistes en Grèce sont d'accord avec la quasi-totalité des constats et des réflexions exposées dans les grandes lignes à propos de la soi-disant question organisationnelle du mouvement anarchiste.

2. Selon nous, si on part de l'état de fait que leurs constats et leur volonté sont aujourd'hui en grande partie partagés par nous tous, on devrait dépasser ce point de départ et franchir le pas suivant, celui qui va au-delà des constats.

3. C'est bien là que se trouve la difficulté pratique de la question organisationnelle, indépendamment de nos évaluations personnelles sur la question de savoir si les conditions objectives et subjectives nous seraient favorables aujourd'hui comme le texte le suppose. On pourrait accepter l'hypothèse de la soi-disant conception organisationnelle traditionnelle des anarchistes, c'est-à-dire qu'ils veulent « s'organiser sur la base de leur idéal », à condition de se rendre compte que la seule façon de couvrir cette distance – celle qui part des conditions actuelles et va jusqu'à la révolution sociale –, doit s'appuyer sur une méthodologie.

4. A partir du moment où l'on est d'accord avec le raisonnement énoncé ci-dessus, on devrait aussi admettre que l'anarchisme ou l'anarchie dans sa totalité comme mouvement social dynamique dans les conditions actuelles, a aujourd'hui peu de valeurs en tant qu'idéologie, comme en témoigne son histoire à l'intérieur des mouvements politiques et sociaux de la classe des exploités, de ses succès et de ses défaites, de ses réussites et de ses erreurs. On devrait prendre naturellement tout cela en considération pour arriver aux conclusions pertinentes. Dans les conditions actuelles qui se modifient à une telle vitesse, nous considérons que c'est davan-

tage la méthode anarchiste qui a et pourrait prendre encore plus d'importance et de valeur pratique, puisque cette proposition méthodologique organisationnelle ne concerne pas seulement les anarchistes (ce qui est un fait facile à démontrer), mais également le mouvement plus vaste des exploités, à l'intérieur des luttes sociales qui se déroulent aujourd'hui et se dérouleront demain. Il est évident que sans la participation active de la majorité des exploités, la révolution sociale devient pratiquement et théoriquement impossible. Une conséquence s'en suit alors de façon urgente : la question organisationnelle de la prochaine insurrection. Selon nous, la conclusion finale est que nous faisons le choix de nous organiser aujourd'hui sur la base de notre idéal, en utilisant la méthode anarchiste comme chemin pour couvrir la distance dont on parlait.

C'est à travers la proposition méthodologique organisationnelle anarchiste que nous combattons en pratique à l'intérieur du mouvement plus vaste de la classe des exploités au cours des luttes sociales. C'est, à notre avis, uniquement cette méthode qui pourrait garantir la conjonction entre les moyens qu'on utilise au niveau organisationnel aujourd'hui et le but qu'on poursuit au niveau stratégique.

5. Si on prend appui sur ce raisonnement à propos de la méthode qui est à notre sens, d'une importance capitale pour ce qui concerne l'aboutissement de notre parcours vers notre objectif stratégique – la révolution sociale –, toute discussion et réflexion autour du problème organisationnel dispose alors d'une solide boussole, qui évite de se perdre et qui permettrait d'arriver à la fin au port de destination. On ne va pas tomber dans la tentation ni même dans l'erreur de se référer ici aux formes organisationnelles que le mouvement anarchiste a déployées au niveau international pendant son long parcours dans la lutte des classes. Les recherches sur ce point ont été menées d'une certaine façon, y compris à l'intérieur du mouvement anarchiste grec. Les compagnons qui se sont penchés sur ce sujet et ont réfléchi à cette question ont tiré leurs conclusions, mais qu'elles soient pertinentes ou non, n'a aucune importance à ce point du raisonnement. Une seule chose importe ici, par rapport à ce qu'on est en train de discuter, c'est-à-dire la proposition de la forme organisationnelle en relation avec la méthode appliquée : c'est la question qui concerne le fait de savoir si cette forme est en train de prendre un caractère centralisée autant que démocratique, une probabilité qui devrait, au moins au niveau théorique, être difficile sinon impossible, puisqu'elle émane d'anarchistes.

6. A notre surprise – même si ce phénomène s'est historiquement déjà produit dans le parcours anarchiste et au-delà du constat partagé qui enfonce des portes ouvertes pour les raisons déjà expliquées –, nous observons que la position générale des compagnons porteurs de cette proposition organisationnelle est visiblement de caractère centraliste. Il n'est pas nécessaire d'insister davantage sur ce point, estimant que chaque compa-

gnon ou collectif d'anarchistes est capable de tirer ses propres conclusions. Ils peuvent en revanche se demander s'il s'agit de quelque chose de nouveau ou seulement du retour d'une vieillerie recyclée à un moment critique. Le problème avec toute forme de centralisme organisationnel, même celle qui se prétend anarchiste, c'est que celle-ci est proposée au nom d'une prétendue efficacité que nous sommes pour notre part incapables de concevoir. Du point de vue de la méthodologie anarchiste, la forme organisationnelle centraliste n'est pas seulement inacceptable et dangereuse, et devrait donc déjà pour cette raison être rejetée, mais elle recouvre en plus un problème encore plus éclatant : celui de l'illusion quantitative et de la croyance qu'« en devenant plus nombreux au sein d'une organisation anarchiste, on aura plus de possibilités pour vaincre ». Avec le temps, dans le cas d'une croissance de la structure, ce centralisme conduit inévitablement à une efficacité spectaculaire et apparente de l'organisation, mais en substance, à un formalisme sclérosant la totalité des fonctions et des processus de l'organisation, et donc à une sorte de pouvoir informel des spécialistes qui, dans ce cas-là, sont des anarchistes. En dépit du fait qu'il s'agisse d'une organisation anarchiste, on se trouve face à des fonctionnements similaires à ceux des partis.

7. En revanche, l'application pratique de la méthode anarchiste à l'intérieur de l'organisation spécifique, ou si on préfère de « l'organisation politique anarchiste », a pour conséquence une décentralisation complète qu'on qualifiera d'informelle. A notre avis, la décentralisation informelle devrait être le garant pour éviter tout formalisme et tout bureaucratisme organisationnel dans le fonctionnement de l'organisation. Cela ne veut pas dire que les compagnons seraient de meilleures personnes que les autres pour la simple raison qu'ils possèderaient une sorte de « pureté idéologique », mais bien pour la raison qu'au niveau théorique et pratique, les anarchistes seraient les seuls capables d'appliquer cette méthode. La méthode anarchiste s'oppose clairement à la méthode politique (centraliste), que ce soit à l'intérieur de l'organisation anarchiste spécifique ou à l'intérieur de l'organisation de masse pendant les luttes sociales. C'est à cet endroit précis que se trouve selon nous, l'arme principale et l'avantage notable que les anarchistes ont toujours en main aujourd'hui, à opposer à la politique des autoritaires. Seule l'application de la méthode anarchiste dans les luttes sociales a la capacité, en détruisant, de balayer toute utopie politique et d'ouvrir en même temps les portes de la révolution sociale, étant donné que c'est la seule méthode qui au niveau organisationnel a la possibilité d'arriver à la convergence entre les moyens utilisés et notre but stratégique.

8. Tout ce qu'on a exposé jusqu'à maintenant à propos de la polémique autour de la question organisationnelle à l'intérieur du mouvement anarchiste en Grèce mais aussi au niveau international, ne signifie en aucun cas selon nous, que la question capitale est résolue, d'autant qu'au cours des trente dernières années, ces problèmes

théoriques et pratiques en sont restés au simple constat et n'ont pas été traités d'une façon approfondie au sein du mouvement anarchiste. Les raisons pour cela sont nombreuses, sans qu'il soit possible de les évoquer toutes maintenant. Pour faciliter la discussion, on va faire référence à deux moments importants concernant l'histoire et la période à laquelle intervient cette polémique en Grèce. Il s'agit de rappeler à la mémoire les plus anciens, comme d'en tirer quelques enseignements pour les compagnons plus jeunes. Concernant le modèle centraliste de l'organisation anarchiste de synthèse, un moment crucial se joua en 1987 lors de la proposition de la constitution d'une Union des anarchistes, qui fut rejetée par la majorité du mouvement anarchiste. Quant au modèle décentralisé de l'organisation anarchiste informelle, c'est en 2000 que la question vint sur la table, cependant elle ne rencontra pas l'assentiment de la plupart des groupes organisés du mouvement à l'époque. Il faudrait aussi ajouter que cette dernière proposition, si elle avait pris corps, avait aussi une dimension internationaliste [ceci fait référence au projet d'Internationale anti-autoritaire insurrectionnaliste].

9. Si le mouvement anarchiste en Grèce dispose sans doute, à cause de certaines caractéristiques historiques, d'une structure plutôt informelle en son sein, comme dans son rapport avec le mouvement plus vaste des exploités, nous voudrions souligner que cela ne veut pourtant pas dire que l'ensemble du mouvement a suffisamment réfléchi les bases organisationnelles et méthodologiques de l'informalité. Cela est dû au fait que cette proposition, même posée publiquement, fut comme on l'a dit rejetée et n'a donc trouvé aucune continuation méthodologique depuis l'année 2000.

10. Ceci étant dit, nous estimons qu'il faut être d'une grande naïveté politique, pour ne pas dire plus, pour qualifier l'anarchisme insurrectionnel et informel par des notions comme le « spontanéisme », « l'inconséquence et le manque d'engagement », « l'absence conscient ou inconscient d'un développement collectif du mouvement », « le manque de critères politiques », « l'incapacité de poser la question révolutionnaire en terme social », « la limitation à la simple contestation et à la dénonciation » et au final « l'impossibilité de tracer des perspectives stratégiques, de structurer et d'organiser la lutte sur le long terme », comme les porteurs de la proposition « pour une organisation politique anarchiste » le font.

Les choses seraient tragiques si tout ce qu'on vient de mentionner et qui est reproché au modèle anarchiste insurrectionnel informel n'étaient dans leur ensemble rien d'autres que qu'une démonstration de la légèreté politique et de l'incrédulité, un signe de la dose d'ignorance de ceux qui expriment cette position. Dans ce cas-là, les choses ne seraient évidemment pas tragiques pour le modèle insurrectionnel et informel, que peu de compagnons aujourd'hui en Grèce prennent en considération, mais le seraient pour la totalité du mouvement anarchiste. Ce dernier n'aurait absolument rien réussi à faire jusqu'à aujourd'hui, ayant commis l'erreur de prendre au sérieux le modèle informel selon l'évaluation des porteurs du texte « pour une organisation politique anarchiste ».

11. Enfin, et vu que pour notre part, nous puisions également autant dans l'histoire que dans la tradition du mouvement anarchiste, nous revient ce vieux principe anarchiste – sur la base des analyses et des pressentiments de Max Stirner – à propos de l'opposition entre individualisme et communisme. Celle-ci est une question phénoménale qui conduit à un faux problème : celle de l'opposition entre l'individu et la collectivité, car en réalité cette opposition n'existe pas. Ce principe fondamental est seulement valable dans une approche méthodologique anarchiste du fait social. Il n'est naturellement pas présent dans une approche analytique libérale, laquelle reproduit assez logiquement la schizophrénie dans laquelle se trouve aujourd'hui ou l'individu, ou la communauté, tous les deux étant dépossédés de leur identité par l'action institutionnelle de l'Etat et du capital.

Notre passion pour la tradition anarchiste nous amène en plus à un deuxième principe en lien avec la discussion menée à propos du problème organisationnel. Il n'est pas possible aujourd'hui de s'engager dans une perspective sérieuse de débat autour de ce problème sans prendre en compte sur une base égalitaire autant la participation des groupes que celles des individus. N'importe quelle déviation à ce principe égalitaire creuse notre propre tombe. A un moment où le parti du marxisme, s'il n'est pas déjà définitivement mort, est à l'agonie, il est impensable que les anarchistes essayent de faire rentrer son fantôme par la fenêtre.

Des anarchistes pour l'organisation insurrectionnelle et informelle.



DES JOURNÉES LIBÉRATOIRES D'ATTAQUE

Octobre 2014 - Grèce

Le texte qui suit se veut la continuation d'un dialogue sur les instruments de l'insurrection anarchiste et les façons de s'organiser ; un dialogue qui a été initié lors d'une rencontre anarchiste internationale quelque part dans la campagne française et qui continue maintenant depuis une cellule de prison en Grèce.

Les opinions exprimées ici sont mes propres conceptions, donc il faut l'avoir clair qu'elles promeuvent une position particulière sur la question. Mais ce n'est pas désirable qu'une position l'emporte sur toutes les autres ; ce qui compte, c'est comment les divers points de vue différents, mais complémentaires, échangent et interagissent les uns avec les autres. Face à un ennemi qui est très flexible en ce qui concerne l'utilisation et la multiplicité des moyens et des formes d'attaque, la diversité des considérations et des pratiques de la part des anarchistes va de soi. Les perspectives différentes ne devraient pas être promues de façon dogmatique, mais plutôt basées sur le raisonnement de l'attaque multiforme.

D'abord, il faut parler du concept même de l'organisation, un mot qui est plutôt mal compris au sein des cercles anarchistes.

Nous sommes face à un ennemi avec des fonctions complexes et compliquées. Une des caractéristiques principales qui rend l'ennemi puissant, c'est l'évolution constante et l'organisation de la paranoïa sociale qu'on expérimente aujourd'hui : une organisation technologique, militaire, architecturale, civile, industrielle, économique, scientifique. Chaque aspect de ce monde est en train d'être organisé, corrigeant constamment ses imperfections à travers un système intelligent qui compte sur un grand nombre de serviteurs.

Face à cette condition, celui qui croit qu'il est possible de se battre sans organisation, est naïf, pour ne pas dire plus.

« Si en 1972, avec 150 000 hommes, les flics ont réalisé une mobilisation générale pour poursuivre les membres de la R.A.F. » - en faisant participer la population à la chasse à l'homme par la télévision, en faisant intervenir le Chancelier fédéral, en centralisant toutes les forces de police entre les mains de la police criminelle fédérale -, c'est que déjà à cette époque un groupe de révolutionnaires numériquement faible suffisait à mettre en branle toutes les forces matérielles et en hommes de l'État. Il était déjà matériellement visible que le monopole de l'État sur la violence est limité, que ses forces peuvent s'épuiser, que si l'impérialisme est sur le plan tactique un monstre dévoreur d'hommes, il est sur le plan stratégique un tigre de papier. Il était matériellement visible qu'il dépend de nous que l'oppression demeure, de nous aussi qu'elle soit brisée. » (Ulrike Meinhof)

On peut donc dire que celui qui ne s'organise pas, deviendra une agrégation inoffensive qui sera tôt ou tard assimilée aux mécanismes aliénants de l'existant. Ils perdront les attributs combatifs qui les rendent dangereux pour l'ennemi et seront par conséquent expulsés du champ de bataille antagoniste.

Inversement, celui qui a décidé de combattre ce système, devra devoir organiser sa haine afin de devenir efficace et dangereux. Ainsi, la discussion sur les façons de s'organiser, comportant des attributs intrinsèques à nos valeurs anarchistes, commence quelque part à ce point.

Le dilemme est alors si nous nous organiserons à travers une organisation anarchiste centraliste qui sera le point de référence pour le mouvement anarchiste, ou d'une façon décentralisée et diffuse en groupes affinitaires anarchistes qui conservent leur autonomie politique aussi bien en termes d'action qu'en décisions collectives.

Concernant la façon centralisatrice de s'organiser, je parlerais dans des termes généraux plutôt que spécifiques de qui a choisi cette option et comment, en Grèce.

Si on l'examine de façon historique, ces deux formes d'organisation ont toujours existées, mais n'ont jamais coexistées. Lors de la guerre civile espagnole, les anarchistes étaient organisés de façon centrale pour combattre les fascistes, et la même chose s'est passée lors d'autres tentatives révolutionnaires.

Cela vaut aussi pour la plupart des organisations de guérilla urbaine des dernières décennies qui approchaient des nouveaux compagnons dans le contexte d'un projet politique particulier, visant à renforcer l'organisation plutôt qu'impulser la diffusion armée, où l'autonomie de chaque individualité ouvre la possibilité de créer des chaotiques fronts d'attaque.

Cette compréhension des formes organisationnelles ne devrait pas être considérée séparément des conditions sociales et politiques de l'époque.

Les combattants de ces temps-là étudiaient leur adversaire avec leurs propres instruments analytiques, se battaient pour la liberté et payaient le prix d'assassinats, de lourdes peines de prison, de tortures et de sections d'isolement. Ceux parmi eux qui n'ont pas renoncé leurs valeurs, font leur propre bilan critique des expériences accumulées à travers les années, des expériences qui valent évidemment d'être étudiées soigneusement ; mais si nous nous y raccrochons, nous sommes foutus. Ce qui compte, c'est ce que nous sommes en train de faire aujourd'hui, dans l'époque que nous traversons.

Donc, pour moi, l'organisation centrale et le centralisme révolutionnaire sont des fantômes qu'on doit bannir, qu'on doit écarter de nous.

En plus, une indication de ceci est le fait que toutes les organisations anarchistes centrales qui restent ont tout simplement gardé les signes glorieuses de ces temps-là en s'engouffrant bien profondément dans le réformisme, renonçant à l'action directe et à la révolte dans la vie quotidienne, n'ayant rien à voir avec quelque chose en lien avec de la combativité. Elles refusent de comprendre les changements énormes au niveau social et politique, elles refusent de parler des délimitations de l'oppression contemporaine, du progrès de la science, de la fascisation technologique, de la domination des multinationales, et véhiculent simplement des théories idéologisées à propos du conflit entre le capital et le travail, s'employant de termes qui ont été écrits il y a cent ans, à un autre époque du capitalisme.

Pire encore, elles refusent d'agir, incapables de comprendre que si elles auraient vécues dans le passé glorieux qu'elles évoquent, elles n'auraient été que des surplus, car elles ne prendraient jamais de risques.

Maintenant, concernant le centralisme révolutionnaire à l'intérieur des groupes de guérilla urbaine, même si je comprends les causes et les conséquences derrière un tel choix, je ne suis pas d'accord avec cela parce que je pense que notre but n'est pas de marcher tous ensemble selon un projet-programme politique commun, mais plu-

tôt de diffuser nos moyens et d'exhorter tout le monde à préserver son autonomie, contribuant ainsi à la création de nouvelles perceptions et possibilités pour l'intensification de l'action anarchiste polymorphe.

C'est pour cette raison que je choisis pour l'organisation informelle, que je considère plus qualitative et efficace pour des raisons que j'expliquerai plus tard. Le composant de base qui rend palpable l'organisation informelle (et pas seulement) n'est rien d'autre que l'action directe ; sinon, on ne serait juste une bande de charlatans avec une rhétorique dissidente.

La chose la plus importante pour un anarchiste, c'est se décider à l'action, car, de cette façon, l'individualité brise la peur que la domination lui a instillé concernant le choix pour l'action révolutionnaire ; quand tu entres en action, tu dépasses les facteurs inhibiteurs qui t'amènent à rester inactif, tu prends ta vie dans tes deux mains et tu acquiesces la capacité d'influencer dans une mesure majeure ou mineure les circonstances qui définissent ta vie. Entrer en action, c'est l'équivalent de réclamer notre vie qui nous a été volée, forgeant les caractéristiques d'un être libre qui se bat pour se libérer de ses chaînes, ses obligations sociales, de façon quotidienne, supprimant les rôles autoritaires qui leur ont été imposés et construisant une culture qui est en gestation de la qualité d'une nouvelle vie, de la vie d'un insurgé anarchiste qui cause à coups de rasoir des blessures ouvertes au monde contemporain.

Après avoir pris une telle décision, vient l'expérimentation. Les anarchistes ne devraient pas avoir des positions fixes ; ils sont constamment en mouvement parce que, sans bouger, ils sont acculés vers l'autodestruction par le dogmatisme idéologique. Ils repensent les choses, se critiquent, et explorent l'expérience collective pour l'adapter aux données historiques actuelles. Ils congèlent leurs cœurs pour résister à la douleur, et boutent le feu à ce qui reste pour effacer les traces de leur ancienne vie « paisible ». À partir de ce point, ce qui compte, c'est la lutte, mais aussi la vengeance, car tout le monde qui a senti la violence sur sa peau et n'a pas cherché à se venger, sont dignes de leurs souffrances.

Retournons à la question de l'expérimentation pratique, c'est-à-dire, à l'action de nombreuses manières, de nombreuses méthodes et de nombreuses formes.

Je pense que l'organisation de nos désirs destructifs devrait s'exprimer à travers des Réseaux d'Action d'une grande particularité, où tout le monde serait capable de lire ses propres mots et œuvres, peut être inspiré, réfléchit et se bat de notre côté ou se bat contre nous. Être (en termes de communication) visible fait partie de notre objectif pour pousser vers une dégréé maximale de polarisation sociale afin de clarifier le rôle que joue chacun dans l'édifice autoritaire, et ensuite passer de la critique armée à la critique des armes.

À mon avis, la revendication est ce qui donne de la signification à une action, l'amène vers tes objectifs désirés, et explique à n'importe quelle personne qui est intéressée à rompre le cercle vicieux de l'oppression et à passer

à l'offensif, les motivations et les raisons qui t'ont poussé à la réaliser. Simplement et clairement. Dans un monde de surcharge généralisé d'information et de terrorisme de bombardements virtuels, aucune action ne peut parler pour soi sans que les sujets-attaquants n'en parlent.

Le haut niveau de particularité que je mentionnais plus haut, est en rapport avec des noms et des acronymes invariables. Pour moi, les noms invariables des actions d'insurgés sont d'une importance particulière, car, de cette façon, tes actions sont liées les unes aux autres, augmentant leur élan en même temps.

En plus, ton discours prend ainsi une importance majeure, vu qu'il est connecté à la consistance de ton action. Tu as la possibilité d'échafauder des stratégies d'action insurgée en faisant comprendre ton raisonnement générale, créant un point de référence et lançant un défi à l'action. Cela exacerbe la menace révolutionnaire, brise le monopole étatique de la violence vu que les anarchistes revendiquent leur partie de violence pour le retourner contre l'ennemi.

A propos de l'utilisation d'acronymes, c'est de même façon utile sur un niveau qui relève plus de compréhension ; leur importance principale, c'est leur contribution à la reconnaissance d'une résistance qui se manifeste sans centre, mais horizontalement et chaotiquement en même temps en fonction des choix des rebelles.

Je pense que l'existence d'acronymes est aussi important comme un instrument de propagande. Des réseaux de traduction peuvent faire le travail de messenger entre des groupes insurgés au-delà du fait s'ils utilisent oui ou non un acronyme. Cependant, l'existence d'un ou plusieurs réseaux informels qui utilisent des acronymes et reconnaissent les uns les autres renforce l'élan des actions en les plaçant dans un contexte plus générale, plutôt que dans quelque chose de fragmentaire, et crée une structure solide (concernant son existence, c'est-à-dire, l'action continue) qui est anarchiste et insurrectionnel dans ses racines.

Des tentatives de débat international autour de l'anonymat, de l'organisation informelle et de l'attaque sont en cours depuis quelques temps. Contrairement à la contribution grecque qui nous a été envoyée pour *Avalanche*, d'autres contributions à ce débat ont tenté d'approfondir la critique d'une utilisation continue d'acronymes, de la conception que les actions et attaques doivent être revendiquées afin de « exister » et de relier l'action et l'idée. Ces textes ont aussi proposé des façons de considérer la perspective insurrectionnelle qui ne la limitent pas à un acronyme revendiquant des actions, esquissant une projectualité insurrectionnelle orientée vers l'intervention dans les luttes, les conflits ou simplement dans certains contextes. Ces contributions ont été traduites en différents langues, circulant sur internet ou publiées dans des publications anarchistes, comme par exemple « Appendice à un débat avorté à propos de l'anonymat et de l'attaque » (Mars 2014) ou l'éditorial du troisième numéro de la publication mexicaine « *Negacion* » (Juin 2014).

Au lieu d'un épilogue

Il est clair que déjà par l'appellation de « sécurité citoyenne », des menaces sociales artificielles sont créées afin de fournir un alibi politique pour commettre les pires crimes étatiques, instaurant toujours plus de mesures de contrôle et de surveillance, renforçant les lois anti-terroristes. Tout cela vise à permettre aux citoyens privilégiés des pays développés qui se sont vus attribués ce label prestigieux, de se sentir en sécurité pendant que leurs protecteurs étatiques sèment massivement et sans distinction la mort autour d'eux.

C'est pour cela que j'envisage une condition belligérante dans les centres urbains où chaque jours, les rebelles organiseront de plans d'attaque, créant une menace asymétrique qui mettra en pièces la cohésion sociale et la stabilité politique, semant l'insécurité au centres de reproduction du capitalisme. Le flux fluide des marchandises ne sera plus tenu pour acquis, et les représentants de l'oppression vivront dans la peur.

Nous n'avons rien à attendre, donc organisons-nous et frappons la société capitaliste ; les actions révolutionnaires façonnent les conditions objectives, multiplions-les.

Force à tous les compagnons incarcérés et en cavale.

Force aux quatre anarchistes en grève de la faim au Mexique*

Nikos Romanos

Dikastiki Filaki Koridallou, E Pteryga,
18110 Koridallou, Athens, Greece

* A l'heure d'écrire ces lignes, Fernando Bárcenas, Abraham Cortés Ávila, Carlos López Marín et Mario González, incarcérés dans différentes prisons mexicaines, étaient toujours en grève de la faim. Le 17 octobre 2014, les compagnons ont arrêté la grève et le 31 octobre, Mario a été relâché. Liberté pour tous !

D'autres contributions à ce débat ont souligné la nécessité pour la minorité anarchiste combattante de revendiquer ses actions, comme le texte récent dans le premier numéro de la publication chilienne « *Contra toda autoridad* » : « *Sobre el anonimato en las acciones. Cuando las cosas no se explican por sí solas* » (Septembre 2014).

Il nous paraît que le cœur du débat concerne de comment on considère la perspective insurrectionnelle et l'organisation informelle. Le choix de revendiquer les actions systématiquement, occasionnellement ou jamais, semble généralement être le fruit logique de la perspective révolutionnaire des compagnons concernées. Le projet de correspondance anarchiste qu'est *Avalanche* espère être une contribution à la création d'un espace international et informel où l'échange et le débat à propos de la projectualité et l'intervention anarchiste sont stimulés.

- 4 - ALLEMAGNE - *Pas d'illusion, pas de palais de justice, pas de compromis*
- 8 - FRANCE - *Frapper là où ça fait mal*
- 9 - ESPAGNE - *Contre les alliances, contre la centralité*
- 11 - CHILI - *Nous sommes l'attaque, nous sommes le feu contre l'État*
- 13 - CHILI - *Pour une critique pratique*
- 15 - CHILI - *L'action et la solidarité sont urgentes, le reste n'est que prétexte*
- 18 - E-U - *Voitures, fusils, autonomie*
- 24 - SYRIE - *La résistance de Kobani – un exemple de solidarité sélective*
- 27 - ESPAGNE - *Notes sur un débat en cours autour de l'anonymat*
- 30 - GRÈCE - *A propos du débat en cours en Grèce sur la question de l'organisation informelle*
- 33 - GRÈCE - *Des journées libératoires d'attaque*